

MÉMOIRE

Le processus de catégorisation sociale des personnes de culture musulmane dans le discours médiatique canadien sur le terrorisme.

Kadio Boni Guy Roland

Nom du Superviseur de recherche : Dr. Abdoulaye Gueye

École d'études sociologiques et anthropologiques, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire a été possible grâce au concours de plusieurs personnes à qui je voudrais témoigner toute ma reconnaissance.

Je voudrais tout d'abord adresser toute ma gratitude à mon superviseur de mémoire, Dr. Abdoulaye Gueye, pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses judicieuses remarques, qui ont contribué à alimenter ma réflexion sociologique. Merci, cher professeur, de m'avoir encadré, orienté, aidé et conseillé.

Je tiens à remercier également la professeure Mireille McLaughlin pour avoir bien accepté d'être l'examinatrice de ce mémoire. En plus d'être une excellente professeure, son engagement, sa disponibilité, la pertinence de ses remarques ont été utiles dans l'amélioration du mémoire.

Je désire aussi remercier les professeurs du programme de maîtrise en sociologie de l'Université d'Ottawa, notamment la professeure Virginie Mesana. Ce mémoire est la somme de connaissances que j'ai amassées durant tout ce parcours universitaire.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers les amis et collègues qui m'ont apporté leur soutien moral et intellectuel tout au long de ma recherche.

Enfin, je tiens à remercier mes parents pour leur appui inestimable. Merci pour tout.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ

INTRODUCTION

CHAPITRE I : CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

1.1 Revue de la littérature et limites

1.2 La catégorisation sociale

1.3 Questions et axes de recherche

CHAPITRE II: APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

2.1 Constitution et sélection du corpus

2.2 Analyse de recherche

CHAPITRE III: ANALYSES ET INTERPRÉTATIONS DES RÉSULTATS

3.1 Les actions terroristes occidentales rationnelles et les actions terroristes islamiques irrationnelles

3.2 L'ethnicisation du terroriste musulman et l'islam comme étant une religion violente

3.3 Les critères de définition entre les « bon » et « mauvais » musulmans

3.4 L'altérité conflictuelle de l'islam et son incompatibilité avec les valeurs occidentales

CONCLUSION

4.1 Retour sur les chapitres

4.2 Retour sur les questions et axes de recherche

4.3 Limites de l'analyse

4.4 Perspectives de recherche

BIBLIOGRAPHIE

RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour but d'analyser le processus de catégorisation sociale des personnes musulmanes dans les articles de *The Globe and Mail* et de *La Presse* traitant du terrorisme entre septembre 2001 et juillet 2005. Dans une démarche itérative et transversale, cette étude critique analyse l'enjeu de la labellisation et de la catégorisation, ainsi que les rapports sociaux de pouvoir dans la représentation de l'islam dans les médias. La question de recherche principale est la suivante : comment les musulmans sont-ils catégorisés dans les discours médiatiques canadiens sur le terrorisme ?

Notre cadre théorique s'inspire fortement de plusieurs contributions de sociologie des relations ethniques et en sociologie de la culture et de la communication. Ce cadre théorique nous permet d'analyser les pratiques rhétoriques et les prises de positions idéologiques des médias dans le traitement du terrorisme.

Cette étude adopte comme cadre méthodologique l'analyse critique du discours. Celle-ci cherche à comprendre les stratégies discursives et les positions idéologiques des médias pour mieux saisir les « usages sociaux » et les enjeux de représentation sociale.

Nous avons relevé que les logiques de catégorisation sociale les plus usitées et normalisées dans les articles étudiés étaient l'altérité conflictuelle de l'islam, l'irrationalité du « terroriste musulman », l'islam comme religion violente, son incompatibilité avec les valeurs occidentales et la hiérarchisation sociale entre musulmans.

Mots-clés : terrorisme – médias écrits – ancrage – analyse critique du discours - personnes musulmanes – catégorisation sociale – ethnicité- culture.

INTRODUCTION

Depuis le 11 septembre 2001, le terrorisme a pris une dimension importante dans le regard du public occidental vis-à-vis de l'islam et des musulmans. En effet, la plupart des sociétés occidentales connaissent aujourd'hui une montée de l'islamophobie (Esposito, 2011 : xxiii). Cette exacerbation du sentiment « anti-musulman » s'inscrit dans divers contextes, tels que la forte immigration musulmane dans les pays occidentaux (Smith, 2002 : 3-5 ; Cesari, 2011 : 24-25), la montée de « l'islam politique » (Ibish, 2013) et la guerre contre le terrorisme (Kumar, 2012 : 2 et 5 ; Razack, 2011 : 4-6). Cette étude s'inscrit dans un constat plus large de l'effet des attentats terroristes perpétrés à partir du 11 septembre 2001 sur la perception des musulmans ou des personnes s'identifiant à cette religion. Cette perception négative se traduit par différentes initiatives et attitudes : par exemple, par la mise en œuvre de lois qui permettent la surveillance renforcée – voire l'emprisonnement et la torture – des musulmans, et les discriminations sociales, politiques et économiques (Allen, 2010 : 190 et 195 ; Razack, 2011 : 5 ; Shryock, 2010 : 2).

Au Canada, le travail de Denise Helly (2004) aborde la perception défavorable dont sont victimes les personnes musulmanes. Elle y expose deux grandes tendances. D'une part, elle note une méfiance des Canadiens envers les musulmans – surtout ceux provenant du Moyen-Orient –, qui a influencé le regard des Canadiens sur l'immigration. À titre illustratif, 43 % des Canadiens, selon un sondage de 2002 de l'Association d'études canadiennes, affirmaient que leur société accueillait un nombre trop élevé d'immigrants originaires de pays arabes (Helly, 2004 : 34-35). Pour elle, les médias alimentent fortement le stéréotype négatif « musulman ». D'autre part, les associations musulmanes canadiennes reprochent aux médias, justement, dans leur couverture médiatique d'événements violents concernant des pays islamiques, de tenir un discours

stéréotypé envers la religion musulmane, remarque-t-elle (ibid. : 35-37). Le principal reproche est la référence constante à l'islam pour qualifier des positions politiques. L'auteure soutient qu'on parle d'« extrémiste musulman », de « militant islamique » alors que toute qualification religieuse est omise lorsqu'il s'agit de similaires positions ou actions de personnes d'autres religions (ibid. : 30).

Monique Best (2008) a travaillé sur la « métaperception des musulmans au Québec » tant par des chrétiens que par des musulmans. S'inspirant des travaux de Vorauer, Main et O'connell (1998), la sociologue définit la « métaperception » comme « la manière dont [ceux dont le statut est peu élevé] sont perçus par ceux qui ont plus de pouvoir sur eux » (Best, 2008 : 112). Cela est d'une grande importance car, dit-elle, les métaperceptions intergroupes négatives contribuent à la perpétuation de la discrimination sociale (ibid. : 113).

Elle en arrive à plusieurs conclusions. Selon elle, les musulmans soutiennent que la société a une image négative de l'islam et que « les Canadiens n'ont pas confiance dans les musulmans » (Best, 2008 : 117). Même son de cloche chez les chrétiens, qui affirment par leurs métaréponses – « réponse[s] donnée[s] au nom d'une personne ou d'un groupe de personnes » – que l'islam est mal perçu dans la société, avec des émotions négatives partagées. Une constatation générale ressort : « un état d'esprit partagé selon lequel la société en général aurait tendance à défavoriser les personnes perçues comme musulmanes » (ibid. : 118). Dans la logique des processus de catégorisation sociale, l'auteure constate que les musulmans sont victimes de biais de « discrimination privative » et d'« allo-défavoritisme » qui se muent en une « peur » de ces derniers : « On en déduit également que plus de la moitié des répondants croient que les Canadiens ne sympathisent et ne respectent pas ou peu les musulmans et qu'ils ont peur d'eux. » (ibid. : 116)

De nombreuses études soutiennent que les discours médiatiques essentialisent les musulmans, les associent à l'islamisme, au radicalisme ou au fondamentalisme, et les excluent socialement et politiquement par des mécanismes discursifs (Geisser, 2003 : 29 ; Poole, 2002 : 252 ; Richardson, 2004 : 232).

Bien que les études s'intéressent aux discours médiatiques sur l'islam au Canada, l'exemple des médias canadiens dans la représentation sociale des musulmans est peu documenté, mis à part des études médiatiques récentes sur la représentation négative des groupes minorisés, notamment les musulmans (Antonius et al., 2008 : 5 et 10 ; Potvin et al., 2008 : 202).

Deux journaux en particulier ont été choisis à cette fin : *The Globe and Mail* et *La Presse*. Nous nous fixons deux grands objectifs de recherche : d'une part, l'analyse du fonctionnement des discours sur l'islam ou les musulmans, et, d'autre part, l'établissement du lien entre ces discours et la perception négative de l'islam, dans le traitement du terrorisme. Nous comptons ainsi contribuer à la littérature scientifique et sociologique en étudiant la catégorisation sociale des personnes musulmanes dans les médias canadiens.

Une grande partie de la littérature a contribué à étudier le terrorisme comme un « fait objectif », une « réalité objective », en fonction de son caractère extrêmement violent, apocalyptique, et encore en fonction de sa structure organisationnelle et de l'acteur terroriste comme un psychopathe, fanatique et irrationnel. Cependant, cette littérature « classique » peine à saisir les enjeux de pouvoir et d'identification qui caractérisent le phénomène terroriste. De ce fait, il serait pertinent d'étudier le processus de catégorisation sociale qui structure ce phénomène et cette notion. L'objectif principal de recherche est l'analyse du processus de catégorisation sociale des personnes de culture musulmane dans le discours médiatique canadien au travers de la « lutte contre le terrorisme ». Notre question de recherche est la suivante : comment le

traitement médiatique du terrorisme contribue-t-il au processus de catégorisation sociale des personnes de culture musulmane au Canada ?

Ce mémoire sera structuré en quatre chapitres. Le premier chapitre exposera notre objet de recherche, notre problématique, et nos questions de recherche. Le deuxième proposera une revue de la littérature, une présentation de notre cadre théorique ainsi que de nos questions de recherche. Le troisième chapitre expliquera notre approche méthodologique, c'est-à-dire le matériau de recherche ainsi que la méthode d'analyse privilégiée. Précisément, une analyse critique de discours va être mobilisée pour exploiter notre corpus d'étude. Le quatrième chapitre portera sur la discussion et l'interprétation des résultats. Nous analyserons les divers mécanismes discursifs dans les éditoriaux et les nouvelles des journaux sélectionnés, tels que le néoracisme, la stigmatisation, l'ethnicisation du musulman, la connotation négative, l'essentialisation et l'homogénéisation. Enfin, nous concluons en revenant sur nos axes de recherche, pour déterminer s'ils sont confirmés, puis nous présenterons les limites de notre étude ainsi que de nouvelles pistes de recherche.

CHAPITRE I - CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

Notre objet de recherche porte sur la catégorisation sociale des personnes de culture musulmane dans le discours médiatique canadien sur le terrorisme. Ainsi, notre étude consiste moins en une lecture terminologique et lexicographique du terrorisme qu'en une tentative de travailler celle-ci comme une catégorie d'analyse critique. Surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001, le terrorisme est devenu un concept « fluide » qui, dans sa « manipulation », fait appel à plusieurs logiques discursives, dont la catégorisation sociale. L'émergence de l'intérêt critique pour le terrorisme et la catégorisation sociale correspond à un moment théorique où les

travaux critiques sur le terrorisme et sur les représentations médiatiques (framing) connaissent un développement important.

Notre thématique relève du terrorisme tel qu'il se manifeste dans le discours social (Jackson, 2005, 2007). Quant à notre étude, elle porte sur la catégorisation sociale des personnes associées à l'islam dans les discours médiatiques canadiens. Nous nous intéressons aux articles traitant du terrorisme et des musulmans parus entre septembre 2001 et juillet 2005 inclus.

Ce choix est justifié par les attentats « terroristes » du 11 septembre 2001 et ceux survenus le 7 juillet 2005 (les attentats de Londres), connus pour être les premiers à connaître un grand retentissement médiatique.

Deux approches majeures se dégagent de la littérature. La première, dite classique, est appelée *Terrorism Studies*. Elle se focalise sur l'étymologie du mot « terrorisme » pour en établir le caractère « immoral et irrationnel », et sur l'acteur terroriste pour comprendre ses motivations et son mode d'organisation. La deuxième, *Critical Terrorism Studies*, considère le terrorisme comme une « construction socio-politique », un phénomène dont la compréhension est inséparable des rapports sociaux de pouvoir.

1.1 REVUE DE LA LITTÉRATURE

Notre revue de la littérature s'articulera autour de trois grands thèmes : le terrorisme, l'islam dans les médias et le rôle des médias dans les sociétés contemporaines.

1.1.1 Le terrorisme : fait objectif ou construction idéologique et discursive ?

1.1.1.1 TERRORISM STUDIES

a) Étymologie du mot « terrorisme »

Plusieurs auteurs dont Gérard Chaliand et Arnaud Blin (2006) datent l'origine étymologique du mot « terrorisme » au régime de la « Terreur » de 1793-1794 avec l'action de Robespierre pendant la Révolution française. Pour celui-ci, la terreur constituait un moyen de se défendre contre les « ennemis de la Révolution », les « ennemis du peuple » puisque la Révolution semblait être menacée de l'intérieur. Les auteurs parlent de cette période de l'histoire comme celle de l'« invention moderne du terrorisme ». Toutefois, ils précisent que l'usage de la terreur à des fins politiques ou militaires n'est pas un phénomène consubstantiel ni intrinsèque à la Révolution française (Chaliand et Blin, 2006 : 113-117).

D'autres auteurs situent à la même période l'origine historique du terrorisme: « Ceux qui les premiers dans l'Histoire ont été appelés terroristes, ce sont donc ces Conventionnels en mission en province qui aurait commis des excès dans la répression du royalisme et du fédéralisme, mais qui n'ont fait qu'appliquer avec un réalisme outrancier les consignes que leur donnait le pouvoir légal dirigeant la guerre civile depuis Paris » (Dispot, 1978 : 18).

Dans ce prolongement d'idées, plusieurs autres chercheurs se sont attelés à cerner les critères objectifs de définition du « terrorisme ». Faut-il le considérer comme une violence politique? Une violence extraordinaire? Quels sont les traits distinctifs du terrorisme?

b) Le terrorisme comme violence politique

Ted Gurr (1970 : 3-4) assimile le terrorisme à une violence politique c'est-à-dire : « toute attaque collective, lancée à l'intérieur d'une communauté politique, dirigée contre le régime politique, ses acteurs (...) ou ses politiques ». Schmid abonde presque dans le même sens. Il conçoit le terrorisme comme étant une « violence politique coercitive et génératrice de peur »;

une « violence calculée, démonstrative et directe » qui cible « principalement des non-combattants » dans des buts « de propagande et des buts psychologiques » (Schmid 2011a : 86).

c) Le terrorisme comme conflit civilisationnel

De l'avis de plusieurs auteurs dont Bernard Lewis (2013), le terrorisme est un conflit civilisationnel. L'historien américain soutient en effet que la violence politique qui est au fondement du terrorisme est inhérente aux valeurs de l'islam : « le djihad doit se poursuivre jusqu'au jour où toute l'humanité se sera ralliée à l'islam ou du moins se sera soumise à l'autorité de l'État musulman » (Lewis, 2003 : 55). Ainsi, le Coran légitime-t-il l'usage de la violence, connue sous le nom de djihad, pour les musulmans afin de combattre les infidèles et les apostats d'autant plus que ceux qui meurent au moment du djihad sont des martyrs à qui est réservée « la félicité éternelle » (ibid. : 61). Lewis soutient, en outre, que « la majorité des terroristes dans le monde aujourd'hui sont des musulmans et se revendiquent fièrement comme tels » (ibid. : 151). La représentation médiatique du terroriste sous les traits du musulman, pour lui, n'est pas « erronée » parce que les terroristes revendiquent leur « islamité » pour justifier leurs actes.

Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties d'Alexandre Del Valle (2002) s'inscrit dans la même veine que l'ouvrage de Lewis. Les musulmans, affirme l'auteur français, sont soumis au « droit d'Allah » (la charia) qui est un système totalitaire opposé aux valeurs de liberté, de laïcité, d'égalité qui définissent les « sociétés ouvertes » occidentales. De ce fait, le terrorisme islamique puise son essence dans cette haine pour les valeurs occidentales (Del Valle, 2002 : 60-82).

Walter Laqueur (1999) définit le terrorisme comme une « paranoïa » dont le fanatisme (l'islam radical) est une des expressions symptomatiques et « un crime contre l'humanité (...) contre notre société civilisée elle-même » (Wilkinson, 1977 : 66). Ainsi, la religion musulmane est-elle vue comme une religion propice à la violence et au terrorisme. Le terrorisme est une « maladie » inhérente à la religion musulmane.

1.1.1.2 CRITICAL TERRORISM STUDIES

a) Le terrorisme est une construction politique

Selon Alexander Spencer (2012), le terrorisme procède d'une rhétorique dont les médias constituent les véhicules principaux. Son analyse met en évidence comment les discours pour décrire le terrorisme [ainsi les expressions « guerre », « maladie », « mal », « crime »] contribuent à orienter l'information de l'opinion publique et à influencer les politiques publiques dans la lutte contre le terrorisme.

Isabelle Garcin-Marroux (2001) montre à son tour, comment les médias mettent en avant des stratégies discursives pour faire du terrorisme une menace existentielle à la communauté démocratique. D'un autre côté, elle met en évidence les contraintes idéologiques ou politiques qui pèsent sur ces médias dans le traitement du terrorisme.

Les travaux de Richard Jackson (2007), l'un des pionniers du *Critical Terrorism Studies*, sont centraux pour comprendre le terrorisme comme relevant davantage d'une « construction sociale ». Il définit le terrorisme comme « fondamentalement un fait social plutôt [qu'un] fait brut ; [...] sa nature n'est pas inhérente à l'acte violent lui-même, mais est dépendante du contexte, des circonstances, de l'intention et surtout, des processus social, culturel, juridique, et [de la] politique d'interprétation, de catégorisation et d'étiquetage » (Jackson, 2007 : 249). Ainsi

rejette-t-il l'essentialisation dans la compréhension du terrorisme, qui tend non seulement à l'assimiler à un acte de violence, mais aussi à le décrire comme un fait « objectif », « homogène », figé dans le temps. Cependant, le terrorisme est un « construit », en ce sens qu'il est un processus dynamique d'interprétation, de catégorisation et de labellisation où, à travers des actes de langage, les gouvernements créent un univers rhétorique pour produire, mobiliser et légitimer un discours dominant sur le terrorisme (ibid. : 244-251).

b) Le terrorisme comme discours allégorique et mythique

Le travail de Kavoori et de Fradley (2006) mérite notre attention. Ces auteurs soulignent le pouvoir des médias à produire un discours dominant et socialement discriminant autour de cinq « mythes ». Ces cinq grands mythes sont ainsi déclinés :

1) le mythe du « terrorisme islamique » qui consiste à établir un lien tacite entre l'islam et le terrorisme,

2) le « mythe de la folie » où l'opposition islamiste est diabolisée en étant présentée comme un fanatisme,

3) le « mythe de la menace nucléaire » dans lequel les médias montrent comment la possession de l'arme nucléaire par les États musulmans comme l'Iran est une menace existentielle pour les pays occidentaux,

4) le « mythe des atrocités » qui se traduit par la construction d'un binôme « bon » terroriste et « mauvais » terroriste au cœur du double standard dans l'appellation de « terroriste ». En effet, les talibans sont taxés de terroristes à cause des atrocités qu'ils commettent. Pourtant, les mêmes atrocités de l'Alliance nordique, parrainée par des puissances occidentales, sont ignorées dans le discours médiatique américain et dépourvues de connotation terroriste. L'auteur continue pour

dire que, malgré les atrocités commises par l'invasion américaine, les États-Unis ne sont pas considérés comme un pays de « terroristes » (ibid. : 12-13),

5) le « mythe de la moralité » renvoie au rôle des médias qui est de faire croire que les États-Unis ont un devoir de croisade pour propager les valeurs de démocratie, de droits de la personne et de liberté et que l'usage de la force est acceptable pour atteindre ces buts « nobles » (ibid. : 3-49).

Bien qu'il procède d'un discours, le terrorisme, affirme Bankoff (2003), est réduit à une expression « identitaire ». L'auteur fait l'historique du terrorisme pour montrer que l'appellation de « régions à risque » a changé au fil des temps. Au début, elles se définissaient par les maladies, les désastres naturels et le sous-développement. Au XXI^e siècle, elles se définissent par le terrorisme « exportable » ou le « terrorisme international » dont la solution est la démocratie occidentale. Bankoff précise : « le terrorisme est disproportionnellement associé à une seule région » dans le discours médiatique occidental, qui construit l'espace musulman comme cette « région à risque » fertile aux pratiques terroristes et à sa sponsorship. Donc, on assiste à une essentialisation du terrorisme, qui serait partie intégrante de l'identité des pays arabo-musulmans. (Bankoff, 2003 : 420).

c) Le terrorisme comme discours d'« altérité »

Dans *Understanding Terror : Perspectives for Canadians*, Karim-Aly Kassam (2010) expose le pouvoir des médias dans la désignation du « terroriste ». Pour l'auteur, les médias utilisent de manière interchangeable les termes « musulman » et « fondamentaliste », « islamiste » et « terroriste ». En caractérisant le terroriste d'« islamiste », ils participent en effet à confiner certains musulmans dans « l'altérité radicale et conflictuelle ». En fait, le terme « islamiste » est « un signifiant vide » qui contribue à regrouper toute la diversité politique, culturelle, sociale des

musulmans dans la nouvelle catégorie de « fondamentaliste » et de « terroriste ». Aussi, il montre la construction d'un « Autre monolithique » qui consiste en l'« Arabification of muslims » et la « Muslimification of Arabs », comme le moyen par lequel deux catégories identitaires distinctes sont confondues (Kassam, 2010 : 153-163).

Le discours de l'« altérité » dans le terrorisme relève aussi du « néo-orientalisme » (Amin-Khan, 2012), qui est un ensemble de représentations naturalisées véhiculées par les médias sur la « terreur islamique » et le « racisme incendiaire ». Ces représentations infériorisent et diabolisent la culture musulmane. L'auteur montre, à l'appui de travaux sur les médias occidentaux après le 11 septembre 2001, comment ceux-ci ont surmédiatisé le « fait musulman » dans les attentats terroristes. La (sur)représentation médiatique du « terrorisme musulman » est de l'avoir surexposé pour en faire, volontairement ou involontairement, dans la perception du public, un « problème social ». Dans le cas du terrorisme, il faut ajouter la « stéréotypisation », qui vise à catégoriser les musulmans selon un ensemble de traits « essentialistes » et figés ; une opposition binaire et axiologique entre la « culture orientale » « barbare » et la « culture occidentale » « supérieure, rationnelle, démocratique » (Amin-Khan, 2012 : 1599-1605).

1.1.2 L'islam dans les médias : entre préjugés et autres logiques de stigmatisation.

Après avoir analysé des journaux télévisés français, Thomas Deltombe (2005) constate la construction d'un islam imaginaire. Cet islam est fait de discours et d'images qui sont moins le reflet d'un « islam réel » que le miroir d'imaginaires, de fantasmes qui traversent l'inconscient collectif de la société et qui « [...] sont le produit de rapports de forces dans lesquels nous sommes impliqués, journalistes ou téléspectateurs, musulmans ou non » (Deltombe, 2005 : 8).

L'islam est alors « regardé à travers des “problèmes” et des crises qui ne le concernent pas forcément ou, en tout cas, pas seulement » (ibid. : 9).

Edward Saïd (2011) a travaillé sur la représentation sociale de l'islam dans des médias occidentaux en prenant le cas iranien. Il montre comment l'Iran et surtout l'islam ont été transformés en inquiétudes, peurs et dangers dans les médias américains (Saïd, 2011 : 85). L'islam est victime de plusieurs « étiquetages », d'une « méconnaissance et d'une désinformation » dans le regard médiatique occidental. L'un des premiers « étiquetages » est d'opposer l'islam à l'Occident ; le premier serait uniforme et primitif, et le second, moderne, progressiste, rationnel. Bref, deux mondes qui seraient incompatibles en raison de leurs différences culturelles (ibid. : 87-89). Un autre « étiquetage » est de présenter les musulmans et les Arabes « soit comme des fournisseurs de pétrole soit comme des terroristes potentiels » (ibid. : 105). Toutefois, Saïd considère qu'il ne faut pas homogénéiser les médias, ceux-ci ne se réduisant pas à « la “pensée unique” », mais il y a un tri opéré qui consiste « à favoriser certaines visions et représentations de la réalité, aux dépens de certains autres » (ibid. : 128) pour aboutir à un consensus sur l'islam. L'islam est médiatisé de manière réductrice, simpliste, archaïque, violente (ibid. : 132-135). Cette étude suit une autre du même auteur : dans *Covering Islam: How the Media and the Experts Determine how We See the Rest of the World*, Saïd (1997) aborde la thématique de la construction des sociétés musulmanes dans les médias occidentaux. Il arrive à la conclusion que les journalistes étrangers qui couvraient des faits tels que la « crise du pétrole » en 1970 et l'éviction du shah d'Iran dans les pays musulmans étaient généralement mal ou peu équipés pour fournir une compréhension rigoureuse des événements. Ils le faisaient en plus à travers un prisme orientaliste. Dans la plupart de ces reportages, la religion musulmane était devenue une entité fixe accompagnée de généralisations stéréotypées. Pour l'auteur, les médias

occidentaux – surtout américains – adoptent une posture consensuelle envers les sociétés musulmanes qui est idéologiquement alignée avec les politiques étrangères de leurs gouvernements respectifs (Saïd, 1997 : 55-65).

Karim (2000) s'intéresse à la représentation médiatique du « péril islamique ». Dans son étude, il constate que le « péril islamique » est utilisé de façon métonymique pour parler dans les médias de l'islam et de la violence. Pour Karim (2000 : 23), les médias « consciemment ou inconsciemment produisent de la propagande qui sert les intérêts des élites » dans leur couverture sensationnaliste de la « guerre contre le terrorisme ». Cette propagande consiste en la construction d'un ordre mondial violent divisé en des catégories binaires et antagonistes : Occident et Orient. La répercussion de ce type de discours médiatique est de considérer le Nord comme « un domaine de rationalité, d'ordre et de démocratie » et le Sud (singulièrement les sociétés musulmanes) « comme celui de l'irrationalité, de l'instabilité et de la tyrannie » (ibid. : 29). Karim soutient que, dans le discours dominant, le « djihad » est interprété comme une guerre sainte contre une autre religion (le christianisme ou le judaïsme), et que l'islam favorise le fanatisme, l'intolérance religieuse, tout en passant sous silence les débats théologiques musulmans sur la nature et la légitimité du « djihad » (ibid. : 39-53).

Plus récemment, le même auteur, en collaboration avec Mahmoud Eid, a écrit sur la perception des musulmans dans les sociétés occidentales, notamment dans les médias. Les deux auteurs soutiennent que les médias sont une source privilégiée d'information sur les musulmans. Pour eux, la représentation des musulmans est majoritairement négative. Cette description négative dans les médias dominants occidentaux réaffirme la dichotomie « nous » et « eux » entre les sociétés occidentale et musulmane (Eid *et al.* 2015 : 99-100). Selon eux, il y a deux

grands « cadrages » médiatiques sur les musulmans, « en conflit avec l’“Occident” et associé au terrorisme, à l’extrémisme et la violence » (ibid. : 104). La loi islamique est généralement présentée comme violente, sexiste, patriarcale et contraire aux valeurs occidentales. Les auteurs précisent que, du fait de la domination occidentale dans la communication internationale, la rhétorique du « terrorisme islamique » s’est naturalisée dans la perception du public. En étudiant les médias canadiens, américains et britanniques, les auteurs montrent qu’il y a un processus de labellisation négative, raciste, déshumanisante et dégradante des musulmans (ibid. : 104-108).

Dans son ouvrage *Reporting Islam. Media Representations of British Muslims*, Elizabeth Poole (2002) analyse la représentation de l’islam dans la presse écrite britannique (Poole, 2002 : 24). Ainsi mène-t-elle une double analyse, quantitative (sur les années 1994 à 1996) et qualitative (sur l’année 1997) (ibid. : 24-25). Elle soutient que les médias sont des producteurs et reproducteurs des phénomènes sociaux (ibid. : 17 et 23). Son analyse révèle notamment que la criminalité des personnes musulmanes est davantage médiatisée que le racisme dont elles sont victimes (ibid. : 75), et que les pratiques culturelles jugées violentes sont généralement expliquées « [...] par des croyances islamiques (que par des coutumes) » (ibid. : 82). Aussi remarque-t-elle que les musulmans ne sont pas considérés comme des membres actifs et à part entière de la société britannique (ibid. : 99). Quant à son analyse qualitative, celle-ci montre une propension à traiter de l’islam comme une religion oppressive à l’endroit des femmes (ibid. : 116). Enfin, Poole avance qu’il y a un certain consensus médiatique sur l’islam : « Les nouvelles ne “dénaturent” pas les musulmans en tant que tels, mais elles réduisent la riche variété du monde à un cadre simplifié limité [...] » (ibid. : 252).

Au Canada, l’on peut se référer aux travaux du professeur Rachad Antonius (2010, 2013) sur le *Journal de Montréal* dans l’ouvrage dirigé par Aline Gohard Radenkovic et Dunya Acklin

Muji, *Entre médias et médiations : les mises en scène du rapport à l'altérité*. Antonius analyse la représentation sociale des musulmans dans le média montréalais autour de faits majeurs que sont la « guerre contre le terrorisme » et les accommodements raisonnables. Son étude révèle que les musulmans et les Arabes sont vus comme des « terroristes » ; et les musulmanes, des femmes soumises et voilées, ce qui menace l'égalité des sexes au Québec. L'auteur remarque que l'hostilité manifestée à l'égard de l'islam et de ses pratiques culturelles a souvent tourné autour du voile, vu comme une forme d'oppression, sinon un symbole de l'intégrisme.

Aussi le sociologue remarque-t-il qu'il existe, au sein du *Journal de Montréal*, cinq grandes figures stéréotypées de l'altérité :

- « Le Québécois/la Québécoise » (2010 : 60) ;
- « L'Autre assimilé » (*idem*) ;
- « L'Autre qui arrive et dont la migration est difficile » (*ibid.* : 61) ;
- « L'Autre collectif qui perpétue ostensiblement sa différence radicale » (*idem*) ;
- « [...] le monstre » (*idem*).

L'auteur, pour conclure, soutient que la dimension ethnique et religieuse est très mobilisée dans le discours journalistique pour démontrer l'incompatibilité de l'islam aux accommodements raisonnables, à la laïcité au Québec et à la citoyenneté (Antonius, 2010 : 55-78).

1.1.3 Les médias : producteurs ou reproducteurs d'opinions publiques?

La théorie des représentations sociales proposée par Serge Moscovici en 1961 a été développée au fil de son usage par les chercheurs, avec notamment des ajouts conceptuels. Le

présent travail nous amène à analyser les procédés discursifs dans la création des représentations, afin d'étudier la « portée » ou l'« effectivité » des représentations, c'est-à-dire leur capacité à influencer les significations, à apporter un changement dans la manière d'interpréter une situation et, ce faisant, à affecter les pratiques et à induire une différence dans le monde.

De nombreux travaux s'inspirent et s'inscrivent dans le prolongement de ceux du chercheur français. La théorie de la représentation sociale élaborée par Serge Moscovici a eu, et a encore, beaucoup d'influence sur la manière d'envisager ce concept. Dans son étude phare intitulée *La psychanalyse, son image et son public*, il propose une définition de ce qu'il appelle la représentation sociale. Il utilise ce concept afin d'aborder la psychanalyse et d'en étudier l'élaboration et le contenu. Précisons que Moscovici utilise les travaux du sociologue Émile Durkheim afin de proposer sa définition. Moscovici retient de cet auteur le concept de représentation collective, qui devient le point de départ de sa recherche à propos de la psychanalyse, tel que le rappelle Robert Farr (1989). Moscovici (1961) propose alors d'envisager ce qu'il nomme la représentation sociale comme des systèmes cognitifs possédant une logique et un langage particuliers, des théories, des sciences sui generis, destinées à la découverte du réel et à son ordination. D'emblée, soulignons la définition large de ce concept, qui permet différentes appropriations, mais qui sera aussi l'objet de critiques de la part de divers chercheurs, tel que nous le verrons plus loin.

Pour cerner la représentation sociale de la psychanalyse, Moscovici a étudié non seulement ce qu'en disait la presse, par le biais d'une analyse de contenu des articles de journaux et de revues qui traitaient directement ou indirectement de la psychanalyse, mais il a également interrogé la population française. Par le biais de questionnaires, il a examiné ce qu'elle en avait retenu et comment elle comprenait les nouvelles informations à propos de la psychanalyse, alors

encore à ses premiers développements hors des champs distincts de la psychologie. « Son propos était de montrer comment une nouvelle théorie scientifique ou politique est diffusée dans une culture donnée, comment elle est transformée au cours de ce processus et comment elle change à son tour la vision que les gens ont d'eux-mêmes et du monde dans lequel ils vivent. » (Farr, 1989 : 381)

Comment, alors, les représentations sont-elles élaborées ? Moscovici fait état de deux processus conjoints qui participent à l'élaboration des représentations : l'ancrage et l'objectivation. Bien que pour les expliquer, il faille les dissocier et ainsi les présenter tour à tour, il ne faut pas oublier que ces processus sont consubstantiels, autrement dit, qu'ils s'alimentent mutuellement. D'après le chercheur, il y a, lors de l'objectivation, sélection d'éléments relatifs à l'objet, organisation de ceux-ci et naturalisation par l'ancrage. L'objectivation rend compte d'un « agencement particulier des connaissances concernant l'objet de la représentation sociale » (Moscovici, 1961 : 312). Moliner (2001b : 19) ajoute que l'objectivation permet de « rendre concret et matériel ce qui est abstrait et impalpable ». Par ce processus, « les connaissances relatives à l'objet de représentation n'apparaissent plus comme des concepts, des constructions intellectuelles destinées à rendre compte de cet objet, mais bien comme des éléments tangibles de la réalité » (Moliner, 2001b : 19). L'objectivation réduit la distance qui sépare les représentations de leurs objets, permet de mettre en commun les connaissances par le formatage de celles-ci. Par exemple, une notion abstraite telle que la mondialisation peut venir s'objectiver « dans l'image des gratte-ciel de Singapour, dans le logo d'une entreprise de messagerie internationale ou dans la figure de Bill Gates » (idem). Il y a alors simplification et réduction de la distance face à cette notion.

Le second processus identifié par Moscovici est appelé l'ancrage et se situe dans le prolongement de l'objectivation. Il « intervient en amont et en aval de la formation des représentations, en assurant leur incorporation dans le social » (Jodelet, 1994 : 57). En amont, l'ancrage enracine les représentations dans les connaissances préexistantes qui servent de cadre de référence afin d'appréhender l'objet. Il intègre le nouveau dans l'ancien et insère l'objet dans un réseau de significations déjà existantes. Il permet ainsi de « rendre familier ce qui est étrange », tel que le résume Max Gigling et Patrick Rateau (1999 : 64).

En aval, l'ancrage joue un rôle d'intégration et de familiarisation. L'ancrage « sert à l'instrumentalisation des connaissances en leur conférant une valeur fonctionnelle pour l'interprétation et la gestion de l'environnement » (Jodelet, 1994 : 57). Il participe à la « création d'un cadre de la conduite, constitution d'une typologie des personnes et des événements » (Moscovici, 1961 : 332). Moliner (2001) démontre que les explications seront différentes suivant le cadre de référence choisi. Selon le point d'ancrage, le discours qui sera développé sera ainsi distinct. Par exemple, en France, l'entrée dans le Code civil, en 1999, du Pacte civil de Solidarité (Pacs) a généré une série de discours où ce dernier est pensé et justifié « en termes de citoyenneté (droits et devoirs), en termes d'économie sociale (droit au bail, protection sociale), en termes amoureux (sentiments, sexualité), biologiques (reproduction) » (Moliner, 2001b : 19). L'ancrage varie alors en fonction du milieu d'appartenance des individus (politiciens, juristes, religieux, citoyens) ainsi que de leurs systèmes de valeurs. Nous situons notre analyse dans le prolongement contemporain des recherches articulées autour du concept de représentations sociales, qui s'inspirent des travaux de Moscovici.

Tissant des liens entre représentations et langage, Potter et Litton (1985a : 89) proposent d'envisager les représentations comme des « répertoires linguistiques », qui peuvent

être définis comme « systèmes de récurrente termes fréquemment utilisés pour caractériser les actions, les événements et autres phénomènes. Ils sont constitués d'un nombre limité d'éléments lexicaux et notamment stylistiques et de constructions grammaticales, combinés avec des métaphores et des tropes spécifiques » (ma traduction). Selon ces deux chercheurs, cet accent mis sur le langage permet de dépasser le caractère vague de la définition des représentations et facilite l'analyse des relations entre les répertoires et le contexte d'usage. Dans un article subséquent, Litton et Potter (1985b) font l'analyse de ces propositions à partir d'une étude des explications offertes par les médias et par les participants, au sujet des causes à l'origine d'émeutes ayant eu lieu en Europe. Leur recherche ayant fait ressortir les schémas (*schemata*) explicatifs utilisés, la flexibilité des significations ainsi que le caractère contextuel des termes utilisés, les auteurs indiquent qu'il est important de se pencher davantage sur les liens entre langage et représentations. Ils concluent leur article en expliquant que l'intégration de certains éléments des perspectives sociolinguistiques et sémiotiques d'analyse des discours et des conversations enrichirait grandement les analyses ainsi que le regard sur les représentations.

Quelques années plus tard, Potter, McKinlay et Wetherell, (1993 : 147) passent des « répertoires linguistiques » aux « répertoires interprétatifs ». Ils considèrent ces derniers comme des « blocs de construction que les gens utilisent pour construire la version mentale des actions, des processus cognitifs, et d'autres phénomènes dans leurs discours » (ma traduction). Tout comme dans le cas des répertoires linguistiques, c'est grâce aux métaphores, aux tropes et aux figures de discours qu'un répertoire peut être identifié. Il y a là des similarités avec les propositions offertes plus tôt par Billig et Mazzotti, car ces métaphores sont organisatrices et permettent de réaliser différentes performances discursives, telles que le blâme ou l'avertissement. Elles ont également la particularité de pouvoir être étudiées au moyen des

réurrences retrouvées dans les différents matériaux utilisés. Selon ces chercheurs, le concept de répertoire interprétatif permet d'expliquer le travail des représentations. Il s'agit en quelque sorte d'un concept analytique mettant en lumière « la construction des représentations dans les discours » (ibid. : 147).

Que retenir de ces différents travaux qui intègrent rhétorique, argumentation et représentations sociales ? Ce qui en ressort est que la production et la structuration des connaissances des représentations peuvent être envisagées en termes rhétoriques et argumentatifs. Ce sont ces pratiques qui permettent la médiatisation des significations et la formulation des représentations en termes concrets et tangibles. Ainsi, les représentations sociales permettant aux gens de donner un sens au monde dans lequel ils évoluent lorsqu'elles sont considérées comme des « phénomènes principalement cognitifs (même si elles sont parfois considérés comme des objets culturels) » (Potter et Edwards, 1999 : 448-449). Elles peuvent être envisagées comme étant médiatisées par des figures argumentatives permettant, notamment, de condenser les significations, qui restent au cœur de la théorie des représentations sociales. Comme le soulignent Litton et Potter (1985 : 372) : « la représentation constitue un appareil pratique et linguistique pour donner un sens au monde social ».

1.1.4 DES LIMITES DE LA LITTÉRATURE

a) Les insuffisances de la littérature classique

En majorité, les tentatives de conceptualisation ou de théorisation du terrorisme ne sont pas sorties des cadres traditionnels des sciences sociales. Elles utilisent des formulations éprouvées qui proposent des explications causales universelles. Ces théories eurent, dans le meilleur des cas, un caractère limité parce qu'elles ont tendance à inclure des généralisations réductrices ou simplistes; celles-ci minent non seulement la complexité de l'étude sur le

terrorisme, comme discipline, mais aussi l'engagement sociologique dans l'élaboration des analyses qui mènent au changement épistémologique. Un examen critique de cette littérature classique exposera leurs limites et permettra de mieux situer notre adhésion à une approche alternative, c'est-à-dire les *Critical Terrorism Studies*.

Les approches utilisées par la plupart des auteurs classiques se divisent en deux catégories distinctes. La première est essentiellement descriptive; c'est-à-dire qu'elle se réfère à l'existence des phénomènes ou des réalités sans les interpréter, les expliquer ou leur attribuer une causalité. La deuxième est d'ordre causal; elle élabore des théories sur la nature des phénomènes et des réalités, en cherchant à comprendre comment et pourquoi ceux-ci prennent les formes qu'ils ont. En effet, l'approche « classique » - ou *Terrorism Studies* - semble mettre trop l'accent sur l'agent terroriste non étatique. Ce qui a la double conséquence de faire de la violence utilisée par des agents non étatiques, une violence illégitime et de ne pas pouvoir l'apprécier comme une stratégie de violence politique que tout acteur, même étatique, peut employer. En effet, cette littérature fait du terrorisme, un phénomène non étatique. Pourtant, dans les descriptions du terrorisme (Wierviorcka, 1995; Thierry Vareilles, 2002), il est mis en évidence un terrorisme qui peut en être un terrorisme d'État.

Aussi, en considérant le terrorisme comme un phénomène « objectif », il pose un problème analytique. Il faut reconnaître que les usages descriptifs du terrorisme ont été employés par les politologues et historiens, dans la plupart des cas, pour délimiter un nouveau terrain épistémologique. Toutefois, ces usages ne disent rien sur la « construction sociale » du terrorisme, ils ne disent pas comment il fonctionne ou comment il change. En effet, cela tend à essentialiser le terrorisme sans prendre en compte les contextes sociopolitiques dans lesquels il émerge. Comme le montre Richard Jackson (2007), la charge émotionnelle et la connotation

péjorative de la catégorie « terroriste » sont instrumentalisées par le discours politique pour légitimer ou disqualifier les actions d'un groupe selon des intérêts géopolitiques et partisans. Une telle littérature (classique) délimite certes un nouveau sujet, mais elle n'a pas la force d'analyse suffisante pour interroger (et changer) les paradigmes existants.

En outre, Wieviorka (1995 : 21) souligne que « le discours psychologique faisant du terrorisme une pathologie de la personnalité est une construction qui, malgré son apparence scientifique, témoigne d'une incapacité à comprendre les logiques sociales, politiques et culturelles au fil desquelles un acteur s'engage dans la violence ».

En somme, cette littérature aborde davantage le terrorisme comme une « réalité objective et scientifique » (l'approche du *Terrorism Studies*). Elle porte en outre sur la représentation sociale de l'islam dans les médias ou du terrorisme comme « un fait objectif », une « représentation naturalisée ». D'où l'importance de la littérature « critique » du terrorisme.

b) La contribution de la littérature « critique »

Il est significatif de souligner que l'usage ou l'étude critique du terrorisme a émergé à un moment de grande effervescence épistémologique parmi les chercheurs des sciences sociales, effervescence qui, dans certains cas, prend la forme d'une évolution, des modèles scientifiques vers des modèles littéraires (de l'accent mis sur la cause vers l'accent mis sur le sens constructif). Dans d'autres cas, cette évolution prend la forme de débats théoriques entre ceux qui affirment la « transparence » du terrorisme et ceux qui insistent sur l'idée que le phénomène terroriste est interprété ou construit. Dans l'espace ouvert par ce débat, les auteurs critiques ont commencé à trouver une voix théorique propre.

Toros et Gunning (2009 : 90) présentent ainsi les vertus de l'approche critique du terrorisme : « L'adoption d'une théorie critique veut signifier tout d'abord mettre en lumière les fondements idéologiques, conceptuels et institutionnels des études sur le terrorisme » (ma traduction). Notre étude va s'inspirer de cette approche critique tout en mettant un accent particulier sur le rôle des médias dans la catégorisation sociale des personnes musulmanes à travers deux grands journaux canadiens. En effet, les médias sont de plus en plus importants dans la construction sociopolitique et culturelle des sociétés démocratiques. Ils jouent un rôle d'information qui contribue à éduquer la société, influencer les pratiques sociales, et cultiver le regard de soi et de l'autre (McCombs et coll. 2002). Au fait, les médias n'informent pas uniquement, ils participent au développement des représentations à partir desquelles le public apprend et interprète les informations (Wieviorka et Wolton, 1987 : 105).

Il circule, au sein de la littérature scientifique, l'idée selon laquelle les médias ne sont pas créateurs de phénomènes sociaux tels que l'islamophobie ou le « sentiment anti-musulman ». Cette conception veut plutôt que les médias soient des organisateurs des discours sociaux sur l'islam ou les musulmans et des reproducteurs de l'islamophobie (par sa banalisation). En effet, pour Geisser (2003 : 26), « [...] les médias ne créent pas l'islamophobie, mais opèrent une mise en ordre du sens commun sur l'islam et l'islamisme [...] ». De plus, il réitère en affirmant que « [...] les médias créent moins l'islamophobie qu'ils ne contribuent à la banaliser [...] » (idem). Différentes logiques de fonctionnement sont nécessaires pour permettre aux médias d'organiser les discours sociaux et reproduire la représentation négative de l'islam. Ils font notamment appel à l'homogénéisation, l'essentialisation, la communautarisation, le réductionnisme (ibid. : 24-25), « [...] la mise en scène d'une altérité radicale et conflictuelle, jouant très largement sur les registres alarmistes, voire catastrophistes [...] » (ibid. : 24) ainsi qu'à une représentation

idéaltypique des musulmans (l'« [...] Homo islamicus mediaticus [...] » (idem). Cette dernière implique qu'il existe au sein de l'univers médiatique, une représentation stéréotypée des musulmans : les médias font ainsi circuler constamment les mêmes images, images correspondant à leurs perceptions de l'islam et des musulmans. De plus, il faut noter que les partisans de cette approche, les médias ne cherchent pas à diaboliser l'islam ou les musulmans dans la mesure où selon Geisser, « [...] les journalistes ne cherchaient pas a priori à donner à voir une image négative de l'islam [...] » (ibid. : 25).

Pourtant, diverses études adoptent une position différente (Allen, 2007; Poole et Richardson, 2006; Richardson, 2004; van Dijk, 1991 et 1993). Pour Poole et Richardson, les médias participent à la reproduction de l'islamophobie, à sa production et à son maintien au sein de la société (Poole, 2002 : 17; Poole et Richardson, 2006 : 1; Richardson, 2004 : 15 et 230). Frost (2008 : 570) partage une position similaire dans la mesure où pour elle, « les médias jouent un rôle important non seulement en reflétant et renforçant un racisme endémique qui pénètre tous les aspects de la société, mais aussi ils sont un instrument puissant dans sa construction » (ma traduction).

Quant à Allen, celui-ci soutient que les médias participent activement à la production du « sentiment anti-musulman », affirmant que: « [...] le média est un des plus virulents producteurs de ces malentendus stéréotypés sur les musulmans et l'islam [...] » (Allen, 2007 : 145). Aux travaux d'Allen, Frost, Poole et Richardson s'ajoutent ceux de van Dijk sur le racisme. Selon ce chercheur, les médias ne jouent pas un rôle passif (1991 : 41) dans la reproduction du racisme, ceux-ci ayant un rôle fondamental (1993 : 241). van Dijk, en adoptant une posture qui considère que ce sont les élites qui occupent un des rôles les plus importants dans la reproduction du phénomène (ibid. : 10), juge alors que les médias sont instrumentalisés par les élites pour

diffuser leurs discours (ibid. : 46). Ainsi, les médias assurent-ils le maintien et la reproduction des rapports de domination racistes qui circulent au sein de la société : les médias offrant des schèmes de pensée qui participent « [...] in devising how to think ethnic affairs » (ibid. : 244). De façon générale, ce courant comprend les discours médiatiques comme étant des instruments d'idéologie qui ont pour fonction de maintenir l'hégémonie occidentale ainsi que de légitimer la domination de l'Occident sur les musulmans et l'islam (Poole, 2006 : 17, 249 et 259).

Par ailleurs, cette perspective conçoit que certains médias utilisent des stéréotypes, fonctionnent à la diabolisation de l'islam ou des musulmans et perçoivent les groupes racisés comme des menaces (ibid. : 17-18; Frost, 2008 : 570-572). Pour cette position, les médias n'ont donc pas un rôle passif : les médias produisent le « sentiment anti-musulman », et ce, en l'alimentant.

Devant les limites susmentionnées de la littérature existante, l'approche que nous proposons peut s'avérer opportune. Elle repose sur le concept de terrorisme comme construction socioculturelle et sur celui du cadre médiatique (framing). Pourquoi une telle conceptualisation du terrorisme pour notre mémoire? Cela permet de connaître non seulement les processus socioculturels qui incitent au « terrorisme », mais aussi les acteurs qui sont « valorisés » ou « dévalorisés » par le discours dominant sur le terrorisme (Jackson et coll. 2011 : 50-53; Lock et coll. 2010 : 6-11). Pourquoi le cadrage médiatique du terrorisme? Car les médias sont les premiers interlocuteurs du public : « le média est le moyen principal par lequel le public s'informe et donc prend peur du terrorisme » (Chermak, 2003: 6). En effet, c'est seulement dans les années 1960 que les études médiatiques sur le terrorisme ont émergé (Barnett et coll. 2009 : 31). Pourtant, Nacos (2007) parle de l'influence des médias dans la compréhension du terrorisme moderne. Selon lui, il existe une relation « symbiotique » entre les médias de masse et le

terrorisme : « mass mediated terrorism » (Nacos, 2007 : 26). Tout comme Hoffman (2006) qui montre l'importance des médias à exprimer et à définir ce qui constitue du « terrorisme » auprès de l'opinion publique. Le traitement médiatique du terrorisme se veut un choix éclairé pour produire un récit hégémonique et non une simple représentation « objective » d'évènements externes (ici, le terrorisme) (Jackson, 2011 : 54-55).

Ainsi, notre recherche se basera sur la théorie du « cadrage » et des représentations sociales pour mieux comprendre la représentation du terrorisme dans les médias. Il existe plusieurs études sur le rôle des médias à « cadrer » des enjeux spécifiques (Plein, 1994) ou à donner des informations pour attirer l'attention du public (McCombs et Shaw, 1972, 1993; Hanson, 1995). Comme le souligne Entman (1993: 52) : « Le cadrage implique essentiellement la sélection et la saillance. Cadrer c'est sélectionner certains aspects d'une réalité perçue et les rendre plus saillants dans un texte de communication, de manière à promouvoir une définition particulière du problème, l'interprétation décontractée, l'évaluation morale, ou une recommandation de traitement pour l'objet décrit » (ma traduction). Gitlin (1980 : 7) définit le cadre médiatique de la manière suivante: « les cadrages médiatiques sont des modèles persistants de pensée, d'interprétation et de présentation, des modèles de sélection, d'accentuation, et d'exclusion, par lesquels les gestionnaires de symboles organisent régulièrement le discours, qu'il soit verbal ou visuel » (ma traduction).

En outre, Jodelet (1994 : 57) conçoit le « cadrage » comme une « instrumentalisation des connaissances en leur conférant une valeur fonctionnelle pour l'interprétation et la gestion de l'environnement ». Autrement dit, le cadrage permet non seulement de rendre familiers pour son appropriation signifiante, mais aussi de « simplifier » des objets ou des informations qui apparaissent complexes. En effet, la théorie des représentations sociales permet de saisir les

enjeux autour des représentations du terrorisme ainsi que de son interprétation dans les discours médiatiques. Pourtant, Jodelet (1994 : 198) soutient que « les représentations sociales constituent une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social. Également désignée comme savoir de sens commun ou encore savoir naïf, naturel, cette forme de connaissance se distingue, en autres, de la connaissance scientifique ». Cet ensemble d'éléments organisés et structurés définit ce qui est acceptable notamment comme définition du terrorisme dans un contexte sociopolitique. Or, puisqu'une représentation sociale est un ensemble organisé de cognitions et d'opinions partagées par le groupe majoritaire vis-à-vis d'un objet ou d'une communauté (Flament, 1994), une représentation négative de la conscience collective permettrait une exclusion sociale d'un groupe culturel.

Dans ce prolongement d'idées, Hall (1997) soutient que les médias sont à la fois producteurs de significations, mais aussi diffuseurs de celles-ci. Ainsi, les significations renvoient aux divers univers significatifs attribués aux concepts abstraits qui nous entourent et qui, regroupés de diverses formes, permettent de construire les représentations sociales et symboliques. Elles sont, d'après lui, construites à travers les discours produits dans la société par le biais du langage. Donc, les significations sont nombreuses et polysémiques et elles dépendent fortement du contexte de production du discours, de celui de réception et des interactions liées à l'objet. D'autres cadrages sont des « représentations symboliques accoutumées » et des perceptions des peuples, de communautés, d'enjeux sociaux (Fortner, 1994 : 45; Perry et McNelly, 1998).

Les travaux de Friedland et Megnbai (1996) montrent qu'il y a plusieurs niveaux d'analyse du cadrage médiatique. Il y a un micro-cadrage, un méso-cadrage et un macro-cadrage.

Le micro-cadrage consiste en une analyse synthétique du texte (l'arrangement des mots et des phrases constitutives), le méso-cadrage explore les styles narratifs du récit, et le macro-cadrage s'intéresse aux structures thématiques du texte (l'idée dominante dans les informations). L'approche macro-cadrage est très intéressante pour notre analyse : « toute nouvelle contient un thème dominant qui fonctionne comme l'idée organisatrice centrale » (Pan et Kosicki, 1993 : 58).

c) Pertinence sociologique

Notre question de recherche, qui est d'analyser le processus de catégorisation des personnes musulmanes dans le discours médiatique, a trois vertus. Premièrement, elle aide à comprendre le terrorisme dans un rapport de pouvoir entre groupes sociaux; un rapport où les médias, mis à contribution, participent à une hiérarchisation sociale de groupes sociaux. Deuxièmement, elle comble une absence avérée dans la littérature savante consacrée à l'analyse du terrorisme dans le discours médiatique. Jusqu'ici ces études ont été plus portées sur la représentation (sociale) de l'islam dans le discours médiatique (Saïd, 2011; Saddek, 1998; Poole, 2002; Richardson, 2004) ou du terrorisme dans le discours politico-institutionnel (Jackson, 2005, 2011). De surcroît, les écrits qui touchent au terrorisme l'abordent souvent comme un thème accessoire pour parler exclusivement de l'islam, de sa représentation dans le jeu politique et médiatique (Deltombe, 2005; Gochard-Radenkovic et al., 2010; Karim, 2003). Donc, il n'y a pas à proprement parler une analyse discursive des médias canadiens et québécois sur les événements relatifs au terrorisme. Pourtant, le terrorisme agit comme un objet de médiation entre les médias (occidentaux) et une minorité ethnoreligieuse, et aussi comme un objet tangible qui permet de parler de sujets « intangibles » tels que la foi musulmane, sa solubilité à la démocratie, l'intégration, l'assimilation à des valeurs « nationales » et culturelles (Kavoori et al, 2006;

Garcin-Marrou, 2001; Geisser, 2003; Gochard-Radenkovic et al., 2010). Enfin, les études portant sur le cadrage médiatique font des médias de simples courroies de transmission du discours politique sans accorder aux premiers un pouvoir autonome ou une « agentivité » (politique) (McCombs et al, 2002). Ainsi, nous pensons que les médias n'organisent pas seulement le discours social mais qu'ils produisent, construisent un phénomène (Frost, 2008 : 570). Allen (2007) affirme: « [...] le média est considéré comme l'un des producteurs les plus virulents de ces malentendus stéréotypés des musulmans et de l'islam [...] » (Allen, 2007: 145). A la suite des travaux d'Allen, plusieurs auteurs dont Poole (2002) soutiennent que les discours médiatiques sont des instruments idéologiques qui ont pour fonction de maintenir la suprématie occidentale et de légitimer la domination de l'Occident sur les musulmans (Poole, 2002 : 17, 259). Par ailleurs, selon cette perspective critique, certains médias usent de stéréotypes, stigmatisent les musulmans et perçoivent les groupes racialisés comme des menaces (Poole : 17-18; Frost, 2008 : 570-572).

Notre objet de recherche est pertinent au regard des nombreuses études qui attribuent un rôle important aux médias dans le développement du sentiment « anti-musulman » (Allen, 2007 : 145; Poole, 2002 : 17).

1.2 LA CATÉGORISATION SOCIALE

Le concept de « catégorisation sociale » est emprunté à la psychologie sociale. Dans cette discipline, il désignait originellement une activité mentale consistant à organiser et hiérarchiser les informations relatives à un événement spécifique en catégories. Au fait, le processus de catégorisation sert à simplifier la réalité donnée et à procurer du contenu à la perception catégorielle. Comme le montre bien Sales-Wuillemin (2006), la catégorisation sociale est formée du produit et du processus. Elle continue pour exposer les effets de la catégorisation sociale sous

forme de différents biais : 1) le biais d'accentuation qui consiste en l'irréductibilité des différences; 2) le biais d'homogénéité (exo-groupe) et le biais d'hétérogénéité (endo-groupe); 3) le biais de discrimination intergroupe; 4) le biais d'induction et de déduction; 5) le biais de surinclusion et de surexclusion (Wuillemin, 2006 : 33-44). Une autre tentative de définition de ce concept, cette fois-ci plus sociologique, est de Monique Best (2008) : « La catégorisation sociale se manifeste par la tendance qu'ont les membres d'un groupe, défini par l'âge, le sexe, la religion ou la nationalité, à se percevoir de manière plus positive qu'un autre » (Best, 2008 : 110).

Tout en reconnaissant l'apport théorique de ce concept de la psychologie sociale pour notre mémoire, il importe de souligner ses limites en vue de le redéfinir sociologiquement. L'une des plus importantes étant qu'elle ne se préoccupe pas de manière explicite des rapports sociaux de pouvoir/domination qui est au cœur de la catégorisation sociale.

Premièrement, à travers la catégorisation sociale, on distingue un majoritaire et un minoritaire, et il y a l'établissement d'un rapport social de pouvoir. En effet, Richard Jenkins (1994) montre que l'identité est le produit d'interactions de deux ordres, l'un interne et l'autre externe. En effet, il y a un processus de définition interne qui consiste en une autodéfinition d'un groupe à travers des marques culturelles. Le processus de définition externe est une exodéfinition, c'est-à-dire la définition qu'un groupe social attribue à un autre (elle peut être consensuelle et conflictuelle) par imposition d'une caractérisation ou de catégorisation sociale. Celle-ci établit un rapport de pouvoir ou de force dans l'interaction sociale. Donc, la catégorisation sociale relève d'une « hétérodésignation » qui peut être acceptée ou combattue. Comme le souligne Bathia (2005), la « politics of naming » ou l'exo-définition consiste à assigner (une apposition entre identité reconnue/identité imposée) une série de caractéristiques, de motivations, de valeurs et de pratiques comportementales à un groupe social. La puissance de

« labellisation » est de donner un pouvoir et un contrôle social au groupe dominant. De ce fait, la catégorisation sociale semble s'accompagner d'un enjeu de pouvoir manifeste ou implicite afin de désigner ou « catégoriser » l'Autre. Patrick Simon et Marco Martiniello (2005 : 7-18) parlent de la distinction entre identité et identification à l'égard de la catégorisation et de la reconnaissance. Pour les auteurs, l'identification, contrairement à l'identité, participe à la labellisation et à l'étiquetage social d'un groupe. Puis, ils montrent comment la construction identitaire est le produit de contextes historiques et sociaux. En effet, l'identification peut créer un « potentiel de subversion » chez le groupe défavorisé en adoptant une stratégie de réappropriation « l'identité stigmatisée ». Cette stratégie admet deux bénéfices : la mise en lumière de la stratification sociale (les inégalités) et le dépassement de logique en exposant les racines de l'étiquetage social. Ici, l'identification, qui est une expression de la catégorisation sociale, met en lumière un rapport social d'inégalité entre les groupes en interaction.

De ce qui précède, nous définissons la catégorisation sociale comme étant un processus discursif créant 1) un rapport de domination qui assure 2) la stigmatisation et l'exclusion sociale d'un groupe social minorisé (ici des personnes musulmanes) 3) par des procédés d'exodéfinition (ou hétérodésignation) et de labellisation imaginée ou réelle. Cette définition a plusieurs avantages heuristiques. Par exemple, elle met en lumière le caractère discriminatoire de la catégorisation sociale, et en souligne les relations avec le néo-orientalisme, le colonialisme et le néo-racisme, autant de variations des rapports de domination/subordination. La catégorisation sociale repose sur des logiques et procédés discursifs, dont la diabolisation, la hiérarchisation sociale, la stigmatisation, l'homogénéisation, ainsi que les stéréotypes.

Deuxièmement, puisque le concept de catégorisation sociale est à la croisée de la sociologie et de la psychologie, il nous faut justifier son utilisation dans ce mémoire de

recherche. Diverses raisons expliquent notre choix de l'utiliser en lieu et place d'autres concepts largement vulgarisés aujourd'hui, par exemple ceux de « racisme anti-musulman », « racisme anti-arabe », ou « islamophobie ». Tout d'abord, ces notions sont très contestées dans la littérature scientifique. L'islamophobie peut être instrumentalisée, comme Hammer (2013: 132) le précise, pour « mettre sous silence les débats importants et nécessaires concernant les droits des femmes, le système patriarcal, l'impérialisme, et le féminisme, au sein des musulmans et de la société américaine » (ma traduction).

Troisièmement, la catégorisation sociale est proche d'autres phénomènes et processus sociaux. Elle entre en relation avec le colonialisme, le néoracisme. À l'instar de Kumar (2012), Maira (2011) et Razack (2011), nous pensons que le traitement médiatique du « terrorisme musulman », par divers mécanismes discursifs, a pour finalité de maintenir des rapports coloniaux (Kumar, 2012 : 3, 25-40; Maira, 2011 : 112-118; Razack, 2011, : 5). La catégorisation sociale et l'orientalisme, qui en est une variante, se coforment et se coproduisent de manière dynamique dans la mesure où un grand nombre de stéréotypes associés au « terrorisme musulman » relèvent de l'orientalisme ou du néo-orientalisme (Amin-Khan, 201; Saïd, 2011; Maira, 2011 : 111; Kumar, 2012 : 41-60; Zia, 2005 : 221-244). De plus, l'orientalisme a une pertinence contemporaine à travers sa mise à l'écart de l'Autre au sein même des frontières géographiques, un « Autre » qui devient un « étranger de l'intérieur », pour reprendre l'expression de Bordès-Benayoun et coll. (2006 : 29). L'orientalisme participe ainsi à la stigmatisation et à l'évacuation sociale et politique de l'islam et des musulmans. À la lumière de cette évaluation critique de l'orientalisme, nous concevons le terrorisme comme un « concept analytique » pertinent. Il est ainsi défini comme une « production sociale et métaphorique » destinée à former une catégorie sociale.

1.3 QUESTIONS ET AXES DE RECHERCHE

L'objectif de cette recherche est l'analyse du processus de catégorisation sociale des personnes musulmanes dans les discours des médias canadiens sur le terrorisme. Les questions de recherche sont les suivantes :

- Comment les discours médiatiques sur le terrorisme participent-ils à la catégorisation sociale des personnes de culture musulmane?
- Que véhiculent les discours des médias sur les personnes musulmanes

Pour répondre à nos deux questions de recherche, deux grands axes de recherches ont été formulés. Le premier axe : 1) Les discours médiatiques sur le « terrorisme musulman » opèrent par l'homogénéisation, l'essentialisation, l'infériorisation et la stigmatisation de l'islam et des musulmans. Quant à notre second axe : 2) Ces discours véhiculent des stéréotypes et des figures allégoriques à l'égard des musulmans : l'islam y est perçu comme une religion dangereuse, les musulmans comme des citoyens violents et terroristes et l'Occident comme « civilisé » et « menacé » (Green, 2015 : 119-126). En fait, les musulmans et les sociétés occidentales y constituent un « couple social », l'infériorisation des premiers renforce la supériorité des seconds.

Par le truchement de ces axes de travail, nous entendons établir une typologie des principales catégorisations sociales du terroriste musulman dans les médias canadiens. Nous anticipons que le terroriste musulman soit défini en termes de moralité, de civilité et de citoyenneté.

Enfin, les différentes logiques de fonctionnement, que nous associons aux discours sur l'islam et les musulmans ainsi que les principaux stéréotypes et catégorisations évoqués dans

notre revue de la littérature et de notre cadre théorique s'appuient sur les concepts comme le néo-orientalisme (Morey et Yaqin, 2011; Poole, 2002), la « pensée raciale » (Labelle, 2006), et le néoracisme anti-musulman (Balibar, 2006; Geisser, 2003; Razack, 2011).

CHAPITRE II - MÉTHODOLOGIE

2.1 CONSTITUTION ET SÉLECTION DU CORPUS

Cette étude repose essentiellement sur l'analyse d'un ensemble d'articles publiés dans *THE GLOBE AND MAIL* et *LA PRESSE*. Le choix de la presse écrite aux dépens de l'audiovisuel s'explique par plusieurs raisons. D'une part, la presse écrite est semble-t-il le reflet des opinions et représentations collectives de la population. D'autre part, la presse écrite est facile d'accès, on peut la consulter en papier et en ligne, ce qui est pratique pour la retranscription, le codage et l'analyse qualitative des données. Par ailleurs, comme le soutient Neveu (2013 : 84-86), les textes journalistiques s'inscrivent « [...] dans un pouvoir de définition et de cadrage des enjeux sociaux [...] », ils participent « [...] à hiérarchiser et problématiser les événements et les enjeux [...] ». C'est dire qu'en même temps qu'ils rendent compte des opinions des citoyens, les journaux informent ceux-ci du classement de ces opinions et finissent parfois par les convertir à l'opinion dominante.

Les deux journaux sélectionnés bénéficient d'un lectorat très large. D'après les statistiques sur la circulation quotidienne des journaux canadiens de 2001, *The Global and Mail* diffuse plus de 2, 139,363 d'exemplaires par semaine et *La Presse* enregistre plus 1,500, 2009. Ils figurent donc parmi les journaux bénéficiant de la plus large circulation au Canada. De ce fait leur chance d'influencer le regard de la société est comparativement plus élevée que celles des

journaux à plus faible tirage. Qui plus est, la réputation d'objectivité et d'indépendance qui est leur prêtée au sein de la société canadienne rend leur pouvoir d'influence encore plus grand.

La période étudiée est 2001-2005. Le choix de cette période mérite une brève explication. Le 11 septembre 2001 symbolise les attentats terroristes perpétrés à New York, qui se sont soldés par la destruction des tours du World Trade Center et la perte de milliers de vies humaines. Il en a résulté en outre une série de législations pour lutter contre l'« islam radical », le développement de sentiments « antimusulman » et de définitions « décriées » du terrorisme (*Patriot Act* en 2001) sans mentionner la montée de partis politiques (nativistes) d'extrême droite (Farmer, 2011 : 49-72; Helly, 2011 : 99-106, 2004 : 31-38; Razack, 2011 : 55-87). Quant à l'année 2005, elle marque les attentats meurtriers de Londres qui ont fait 56 morts et plus de 700 blessés (Farmer, 2011 : 112-113) et généré une recrudescence des crimes inspirés par la « haine religieuse », selon un rapport de l'European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC) publié en 2006. Par exemple, du 4 au 10 juillet 2004 et du 11 au 17 juillet 2005, montre ce rapport, ces crimes sont respectivement passés de 11 à 68 et de 22 à 92 (EUMC, 2006 : 86).

Les articles qui seront retenus pour notre étude sont en particulier ceux qui sont publiés dans les cinq à sept premiers jours suivant un drame ou incident attribué au terrorisme. La raison en est que les premiers jours de couverture médiatique constituent généralement la période au cours de laquelle sont multipliés les discours journalistiques sur un incident donné. Devant la limitation du nombre de pages, seuls les éditoriaux et les articles d'informations seront analysés, car ils reflètent les points de vue et orientations de ces journaux sur les questions dont ils traitent.

Pour cette recherche, nous avons utilisé deux bases de données en particulier : a) Eureka.ca où sont consignés tous les éditoriaux du journal *LA PRESSE* pertinents pour notre sujet de recherche et b) ProQuest pour éditoriaux du journal *THE GLOBE AND MAIL*.

2.2 METHODE D'ANALAYSE

Nous allons nous servir de l'analyse critique de discours (ACD) dans cette étude. Elle permet de mettre en lumière les liens entre la textualité et les structures et pratiques sociales, et la dimension discursive de l'action sociale (Jorgenen et Phillips, 2002 : 60-71). Elle va du postulat que le discours est une forme de pratique sociale qui produit ou construit la réalité sociale en même temps qu'il est produit par d'autres pratiques sociales. Plus intéressant pour notre recherche, l'ACD soutient que les pratiques discursives ne sont pas « neutres », elles sont plutôt des manifestations de pouvoir; elles contribuent à la production et la reproduction des relations inégalitaires de pouvoir entre groupes sociaux (Jackson, 2005 : 24-28). En effet, le pouvoir du discours journalistique réside dans la capacité de celui-ci de nommer des faits, et de les catégoriser de manière à « créer des fantasmes, des peurs, des phobies ou, simplement, des représentations simples » (Bourdieu, 1996 : 19).

Il faut préciser que l'ACD fut développée par van Dijk (2009). Celui-ci (2009 : 64) s'intéressait à « l'étude des représentations mentales et aux démarches des utilisateurs du langage lorsqu'ils produisent du discours, participent à l'interaction verbale, à la connaissance, aux idéologies et autres croyances partagées par des groupes sociaux » (ma traduction). Le choix de l'ACD pour notre travail est justifié à plusieurs égards. Premièrement, étant donné que l'ACD s'intéresse aux problèmes sociaux et essaie de saisir comment le discours participe (van Dijk, 2001 : 96; van Dijk dans Richardson, 2007 : 1) à leur production, elle peut donc nous éclairer sur les relations de pouvoir inégales implicites dans le discours et les logiques de catégorisation sociale créées par le discours sur l'islam et les musulmans. 2) l'ACD a été utilisée de manière convaincante dans plusieurs travaux consacrés à des thématiques similaires à la nôtre (Potvin et coll., 2008; Richardson, 2004; van Dijk, 1991; Wodak et Resigl, 2001; Calthas-Coulthard, 2003).

Par conséquent, nous la jugeons appropriée dans le cadre de notre étude. Un des avantages heuristiques de l'ACD est notamment de marquer une distance par rapport à la langue de tous les jours où se nichent les lieux communs, les manifestations usuelles de l'existence ordinaire ainsi que les représentations officielles des institutions qui gouvernent la vie des hommes en société. Mettre en question le fonctionnement social c'est mettre en question les mots qui le désignent et l'imposent comme des évidences. S'interroger sur les catégories qui semblent aller de soi, en reconstruire la genèse permet de comprendre comment elles ont pu imposer leur légitimité.

Pour l'analyse des données, nous nous servons de la grille thématique de lecture de Paillé (1996). Cette grille comprend un volet cognitif et un volet explicatif. Le premier consiste à comprendre les caractéristiques socioculturelles des acteurs associés au « terrorisme ». Le second entend montrer comment les termes péjoratifs et les stéréotypes associés au terrorisme sont accolés aux personnes de religion musulmane.

Nous postulons, dès lors, le « rejet de l'immanence du texte ». Autrement dit, le texte porte les traces, les convictions idéologiques du sujet. La production d'un texte reflète l'émergence du sujet dans le discours. Les médias représentent un « sujet parlant » (Maingueneau, 1993 : 76; Larcher, 1998 : 219-220) qui construit des histoires, des récits, des conceptions et représentations.

Cette méthode d'analyse permet de révéler les fausses évidences, à en déconstruire le soubassement au prix d'un regard critique et réflexif sur les structures que le lecteur a le plus souvent intériorisées de façon inconsciente. Une chasse aux prénotions, aux réflexions simplistes et aux mythes populaires, telle est l'utilité non moins importante de l'ACD.

En somme, l'ACD permet de regarder la « scène derrière » le discours médiatique sur le terrorisme, c'est-à-dire l'idéologie et les relations de pouvoir cristallisées dans les articles de journaux sélectionnés :

« Il n'y a pas pareil cas que lorsque les médias traitent avec ce qui est considéré comme normal, commun, la façon dont les choses sont. L'invocation de la normalité et la production de modèles de comportement culturellement et politiquement acceptables forment souvent la clé de voûte des arguments idéologiques fait au détriment des individus, des groupes ou des nations considérées comme `autres` » (Ferguson, 1998: 154).

CHAPITRE III - ANALYSES ET INTERPRÉTATIONS DES RÉSULTATS

Au regard des questionnements formulés à l'issue de notre problématique de recherche et de notre cadre théorique, les techniques de collecte de données retenues dans le chapitre précédent ont permis d'obtenir une quantité substantielle de données que nous allons analyser et dont nous discuteront dans les sections suivantes. Dans cette partie, nous allons détailler et étudier des usages récurrents des « musulmans » comme catégorie d'analyse dans des articles de journaux canadiens sélectionnés parlant des attentats terroristes de septembre 2001 et de ceux de Londres en juillet 2005. Chacun de ces articles illustre la construction par laquelle les « musulmans » sont rassemblés en un groupe homogène, « dangereux » et « radicalement différent ». Notre point de départ sera la similarité des présupposés sur les « personnes de culture musulmane » dans tous ces textes. Pour autant, tous les articles que nous analysons ne se valent pas et n'ont pas les mêmes forces ni les mêmes faiblesses. Leurs auteurs ne déploient pas tous le même niveau de complexité ni de rigueur; mais l'effet de représentation qu'ils donnent des

musulmans est d'une grande cohérence. Dans ces textes, les musulmans sont définis comme des acteurs violents, « barbares », uniformes, « terroristes » et, pour finir, incompatibles aux valeurs « occidentales ». Comme le souligne van Dijk (1996 : 24), le journalisme représente « les opinions (...) ancrées dans l'argumentation qui les rend plus ou moins défendables, raisonnables, justifiables, comme conclusions ». Les écrits journalistiques doivent être compris comme étant socialement déterminés et constitutifs, et dès lors, le discours médiatique joue un rôle crucial dans la fabrication et la reproduction des logiques de catégorisation sociale.

3.1 Action terroriste occidentale rationnelle et action terroriste islamique irrationnelle

Dans l'éditorial du 12 septembre 2001, le journal montre l'atrocité irrationnelle des attentats « terroristes » avec des expressions alarmistes comme « catastrophe », « imprévu ». Devant cette « machine de guerre », le journal prend position : il faut une action contre-terroriste à la hauteur du danger, de la « catastrophe » terroriste. Pour le journal, le terrorisme est difficile à combattre, car il est fait par des « gens ordinaires ». Donc, cette action antiterroriste doit être transnationale, et surtout, doit se porter vers « sa base et contre ses leaders les plus influents », c'est-à-dire les États qui commanditent et hébergent les terroristes, qui, en majorité, sont musulmans. Un de ces États est l'« Afghanistan », dit le journal, en considérant comme de l'« hypocrisie » le fait que cet État a condamné les attentats des tours jumelles, car cela s'est fait sûrement avec son « accord ».

Pourquoi une telle caractérisation de la violence terroriste et qu'est-ce qu'elle informe sur les États ou groupes musulmans accusés d'être une caution aux attentats terroristes? Pour Bigo et Tsoukala (2008), les actions terroristes du 11 septembre 2001 sont relatées et structurées selon des « éléments constitutifs de la menace et les valeurs sociales menacées » (Bigo et Tsoukala, 2008 : 284). D'une part, il y a une représentation binaire des terroristes articulée autour d'une «

infériorité morale et infériorité culturelle », remarquent-ils (ibid. : 287). D'autre part, il y a une surévocation de la menace terroriste qui est construite comme « extraordinaire », globale, imprévisible et transnationale. En effet, le terrorisme pose un grave problème aux valeurs de démocratie, de liberté, au « mode de vie des populations visées (Occident) » (ibid. : 288). Ce qui nécessite des politiques antiterroristes et des mesures draconiennes de sécurité nationale (ibid. : 289-290).

Dans la continuité de l'article, le journal établit une différence entre le terrorisme domestique et le terrorisme international. Le premier est illustré par les attentats d'Oklahoma City de 1995. Même si le journal rappelle que cet attentat terroriste a été commis par des membres du groupe dominant, il le considère toutefois comme un « terrorisme antigouvernemental ». Quand il s'agit du groupe dominant, il y a une « rationalisation » de l'attentat comme étant une sorte de protestation violente, de revendication politique contre un gouvernement. Le journal a tenu des propos moralisateurs pour condamner cet acte et l'a traité de « rare » selon les experts invités à se prononcer sur ces attentats. Par contre, pour le même attentat occasionné par le groupe minoritaire, il y a une explication « ethniciste », « culturaliste » et non rationnelle de l'attentat qui est jugé par sa simple cruauté et par le fait religieux (l'islam).

Cette caractérisation différenciée de la violence selon le groupe majoritaire et le groupe minoritaire renvoie au « mythe de la folie », d'après Kavoori et Fradley (2006), où l'opposition islamiste est diabolisée en étant présentée comme un fanatisme. La violence islamiste est comprise par sa simple atrocité et dénuée de toute explication rationnelle.

Le procédé discursif utilisé est l'attribution. Ce concept, développé entre autres par Eid (2015 : 27), comporte deux pôles : la singularisation et la collectivisation. Le premier désigne l'attribution d'un caractère singulier à une action, un comportement ou un propos (par exemple,

un crime lié à la folie individuelle). Le second correspond à l'attribution d'un caractère collectif à une action, un comportement ou un propos (par exemple, un crime lié à la culture). La distinction faite par le journal entre le terrorisme domestique et international sur la base de l'appartenance à un groupe social met en exergue ces deux pôles. La singularisation s'applique principalement à des comportements commis par des membres du groupe dominant, tandis que la collectivisation s'applique plutôt à des comportements pratiqués par des membres du groupe dominé. Cette distinction démontre ainsi que les comportements des musulmans sont expliqués par le fanatisme de leur religion, alors que les comportements des Occidentaux s'expliquent par des croyances personnelles, notamment des croyances politiques. De plus, les deux pôles sont mis en opposition : l'un explique le comportement du groupe dominé ; l'autre, le comportement du groupe dominant. Les deux groupes sont alors perçus comme fonctionnant différemment.

Un autre exemple de distinction entre actes terroristes occidentale et islamique se trouve dans l'éditorial du 13 septembre 2001 du journal ontarien. *The Globe and Mail* parle du suspect principal des attentats qui est Ben Laden. Dans son iconographie, on aperçoit ledit suspect avec une arme à feu et décrit, en légende, comme un leader de guérilla d'origine saoudienne. Sur la nature du suspect, le journal le définit comme « violent » et sur celle de ses activités, il est expliqué qu'il s'agit d'un réseau transnational de musulmans dont le but « est d'aller en guerre contre les États-Unis ». Le journal contribue non seulement à la décontextualisation du mouvement « militant » mais aussi à une explication simpliste et réductrice de ces actions. Comment et pourquoi une telle réduction? Cela permet au journal d'éviter d'historiciser le mouvement et de lui donner une « légitimité » en parlant des profondes motivations du réseau terroriste transnational. Toute une base d'informations cruciales qui pourrait emmener le lecteur à avoir un regard plus général sur le fait en question est omise ou censurée. En évitant de le faire,

il crée également chez le lecteur une sorte de légitimité de « sentiment anti-musulman », car la seule motivation de ce réseau transnational est sa haine gratuite des États-Unis et donc du lecteur canadien et occidental. Pourtant, le réseau Al-Qaïda s'inscrit dans un rapport de force et dans des structurations (géo) politiques et sociales plus larges que le simple « devoir » « d'aller en guerre contre les États-Unis ». Casoni et Brunet (2003 : 11), suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, soulignent que cette « évaluation des actions d'Al-Qaïda évacue, malgré tout, la dimension politique des attentats du 11 septembre : celle qui est liée à la contestation par ce groupe terroriste de la domination par les États-Unis d'un monde unipolaire ». Pour ces auteurs, la compréhension des objectifs de Ben Laden est complexe car oscillant entre raisons historiques et raisons culturelles et politiques (ibid. : 25-30).

Par ailleurs, il y a une dépolitisation où le sujet n'est pas un « sujet politique », mais un « sujet psychique » qui est guidé par l'irrationalité, ici, la haine aveugle et inexplicable du « nous », des Américains, des Occidentaux. Cela rejoint une certaine opinion des auteurs comme Bernard Lewis qui pensent que l'Occident est menacé de l'extérieur par la « rage, le ressentiment, l'infériorité de l'islam face au monde occidental et sa haine de la pensée politique occidentale » (Elgmari, 2008 : 50). Une analyse plus rigoureuse et qui s'affranchirait de la catégorisation sociale des personnes musulmanes prendrait en compte la pluralité ou la différence des expériences d'oppression subjectivisées du « mouvement militant ».

Le 11 juillet 2005, suite aux attentats de Londres, un article du même journal se consacre à l'infiltration des fondamentalistes qui est perçue et construite comme une « menace » pour la sécurité et les valeurs de la Grande-Bretagne. À travers cette assertion, les musulmans sont construits comme des membres uniformes caractérisés par leur « fanatisme » collectif. Leurs actions sont très souvent décontextualisées, catégorisées et naturalisées. Peu de contexte

historique est donné pour permettre au lecteur d'avoir une meilleure compréhension de la situation. Conceptualisés comme « hasards », comme des actes de violence « pathologiques », les agents de ces actes sont considérés comme « irrationnels ». Ce « danger islamique » est illustré par deux personnes qualifiées de musulmanes, l'un imam, accusé de tenir des discours violents et l'autre, une personne présentée comme la seule à être formellement accusée dans les attentats du 11 septembre 2001. Puis, le journal parle la Grande-Bretagne comme une victime « innocente » de la « barbarie » d'« extrémistes radicaux ». La tolérance des Britanniques est juxtaposée, comme pour souligner leur irréductibilité, au manque de civilité, de dialogue des fondamentalistes musulmans. Les dissidents politiques musulmans sont accusés d'être des bénéficiaires des lois de liberté et d'expression des Britanniques pour prêcher un islam radical. Pourtant, pour Poole (2002 : 145), il y a un silence sur l'« intolérance inhérente à la loi anti-immigration » en Grande-Bretagne. Au fait, le fondamentalisme et l'« islam radical » sont mis en contraste avec la rationalité et la modération de l'hégémonie occidentale (Sid in Sayyid, 1997 : 31). Par contre, comme le rappelle Nader (2006 : 219) : « le fondamentalisme islamique (...) un mouvement dirigé vers le perfectionnement de soi, non vers le changement des autres ».

Ici, la construction du terrorisme islamique irrationnel emprunte un autre procédé de disqualification de l'ennemi musulman : la déshumanisation. Dans cet article, il ne s'agit pas d'une animalisation des terroristes mais, plutôt, d'une déshumanisation par une exclusion de la civilisation. La référence à la barbarie renvoie à un univers de significations d'archaïsme et d'excès. La figure du « barbare » représente à la fois un passé lointain qui n'a pas encore connu la civilisation et, l'excès qui se rapproche du dérèglement et du déséquilibre au sein d'un monde modéré et policé produit par la civilisation (occidentale). La religiosité, implicite ou explicite, des auteurs des attentats vient renforcer cet imaginaire en renvoyant à la figure du « barbare »,

issu des temps immémoriaux de l'obscurantisme au sein desquels la religion était pratiquée de manière excessive : « La barbarie est linguistiquement construite comme l'opposé de l'état civil, par manque ou défaut des attributs du monde civilisé (la raison, la culture, les lois). [...] La barbarie n'appartient pas à l'état de nature, mais à un état imparfait, opposé à l'état civil. [...] L'association de ces figures linguistiques devient un lieu commun dans le discours des Lumières, la barbarie étant synonyme des ténèbres et de l'ignorance » (Monnier, 2008 : 526-527).

3.2 Ethnicisation du terroriste musulman et l'islam comme une religion violente

Par ethnicisation, nous entendons la construction sociale des catégories d'exclusion où les musulmans sont considérés comme une menace existentielle : un peuple (ou une croyance) qui, constituant une menace, doit être analysé et traité comme telle. Le terrorisme est analysé dans les médias comme une sorte d'assaut islamique contre la civilisation occidentale.

Dans un éditorial du 11 septembre 2001, *La Presse* titre : « Le Congrès juif européen appelle “tous les partis et syndicats européens” à manifester contre le terrorisme... ». Il y a un processus d'altérité qui est mis en avant. D'une part, les Juifs, les Européens qui ne sont pas les « terroristes » et d'autre part, les terroristes qui ne sont pas « juifs » ou « européens » : le « nous » et le « eux ». La dichotomie du « nous » et du « eux » au cœur de ce sujet mérite une attention particulière.

Richard Jenkins (1994) montre que l'identité est le produit d'interactions de deux ordres interne et externe. En effet, il y a un processus de définition interne qui consiste en une autodéfinition d'un groupe dans un rapport social et un processus de définition externe qui est une exodéfinition, c'est-à-dire l'attribution de caractéristiques par un groupe à un autre (elle peut être consensuelle et conflictuelle) par imposition d'une caractérisation ou la catégorisation

sociale. Celle-ci établit un rapport de pouvoir. En effet, le groupe dominant, le « nous », en définissant le « eux » selon des traits négatifs, peut se définir selon des caractéristiques positives et de créer dans « l’imaginaire social public » un rapprochement entre le « eux » (qui n’est ni juif ni européen chrétien implicite) donc musulman et les actes terroristes.

Cette idée de frontière ethnique est reprise chez Danielle Juteau (1999) avec la conception des deux faces, une interne et l’autre externe. En s’affranchissant des perspectives de primordialisme, de réductionnisme et de l’essentialisme, l’auteure soutient que l’identité des collectivités ethniques est un « un double rapport aux autres et à l’histoire » qui fait appel à des faces interne et externe. D’une part, une face interne qui se consacre à l’identification du groupe à des caractéristiques communes et distinctives et d’autre part, une face externe qui érige des rapports inégalitaires que maintiennent les membres du groupe avec ceux qui n’y font pas partie (les processus d’inclusion et d’exclusion) (Juteau, 1999 :188).

En outre, en donnant juste la parole aux juifs européens et en excluant (passivement ou activement) celle de la communauté musulmane, le journal fait comme si cette dernière consentait, d’une manière ou d’une autre, aux actes terroristes. Il y a une invisibilité de la voix musulmane dans la condamnation ou la prise de distance par rapport à ces attentats terroristes.

Le journal reprend la déclaration de ce congrès qui met en avant des énoncés clés méritant une attention : « le terrorisme fanatique », « appelle tous les pays européens » à le « combattre par tous les moyens ». De tels propos repris par *La Presse* dans son éditorial mettent la lumière à un certain discours. En parlant de « terrorisme fanatique », il est reproduit cette vision apocalyptique de la religion et la violence, c’est-à-dire d’un terrorisme irrationnel cautionné par des pays ou des agents qui ne sont ni européens ni juifs. Un terrorisme exporté par les personnes musulmanes ou les États arabo-musulmans. Il y a une catégorisation sociale implicite des

personnes musulmanes tant par l'identité du messager que dans la construction narrative du communiqué relaté par le journal. Kavoori et Fradley (2006) parlent de « mythe du terrorisme islamique » pour expliquer le discours consistant à établir un lien tacite entre l'islam et le terrorisme.

En parcourant un autre article de la même publication du 11 septembre 2001, la journaliste Berth Gardiner reprend les propos des « dirigeants du monde entier » en réponse à ces attentats. En parlant des dirigeants européens, dont les propos sont numériquement supérieurs aux « autres » dirigeants, la journaliste reprend leurs discours sans les commenter. De surcroît, le choix de certaines de leurs expressions n'est pas sans conséquence dans la compréhension de l'attentat pour le lecteur. Le journal reprend notamment les propos du premier ministre britannique Tony Blair, qui tient les « fanatiques » et les États autres que les « démocraties » responsables des attentats. Ou l'expression « tragédies » employée par le président français Jacques Chirac, ou « affront brutal et vil contre l'humanité » du président italien Silvio Berlusconi pour qualifier ces attentats. En effet, la violence « extraordinaire », « fanatique » est « barbare », car elle est considérée comme un « crime contre l'humanité » et ne peut pas être l'initiative de « démocraties ». Ici, la « démocratie » est un euphémisme pour parler des États occidentaux caractérisés par leur « civilité », leur appartenance commune à la liberté et la tolérance. En parlant des « autres » dirigeants, le journal commente cette fois-ci leurs propos : « Plusieurs groupes palestiniens impliqués dans le terrorisme contre Israël ont rapidement pris leurs distances avec les événements dramatiques de mardi même si plusieurs milliers de Palestiniens ont manifesté leur joie en Cisjordanie ». Comme souligné dans notre revue de la littérature, l'étude de Karim (2000) est pertinente pour analyser ces phrases ci-dessus. Pour Karim (2000 : 23), les médias « consciemment ou inconsciemment produisent de la propagande

qui sert les intérêts des élites » dans leur couverture sensationnaliste de la « guerre contre le terrorisme ». Cette propagande est la construction d'un monde violent divisé en deux catégories binaires et antagonistes, deux pôles rivaux : Occident et Orient.

Cette même assertion, « Plusieurs groupes palestiniens impliqués dans le terrorisme contre Israël ont rapidement pris leurs distances avec les événements dramatiques de mardi même si plusieurs milliers de Palestiniens ont manifesté leur joie en Cisjordanie », est pleine de présupposés. D'abord, elle qualifie les actions de « groupes palestiniens » comme du « terrorisme » sans identifier ces actions ou même ces groupes. Même si le journal affirme que plusieurs de ces « groupes » se sont désolidarisés de ces attentats, il ne propose pas au lecteur de larges extraits de cette distanciation pour équilibrer l'information. Il soutient que des « Palestiniens » ont accueilli favorablement ces attentats « terroristes » comme pour mettre en exergue la contradiction et l'hypocrisie de ceux-ci. Il y a une essentialisation des Palestiniens avec des groupes palestiniens « impliqués » dans les actions « terroristes ». Un amalgame qui collectivise les Palestiniens comme étant « terroristes » et les rend solidaires des « attentats terroristes » du 11 septembre 2001. Enfin, le journal sommairement met en récit les réactions contre ces attentats des présidents pakistanais, iranien et libyen. Mais, dans sa chute, il rappelle que le régime irakien n'a pas condamné ces attentats, mais a plutôt proposé un chant antiaméricain, « À bas l'Amérique », à sa télévision nationale.

Cette nouvelle fait ressortir deux oppositions binaires, homogénéisées, voire antagonistes. Une première posture, celle des dirigeants européens, qui condamne unanimement et sans ambages les attentats. Une deuxième, celle d'autres dirigeants arabo-musulmans, qui est « ambiguë », hétérogène, qui soit condamne les attentats (par hypocrisie) ou soit les soutient (par silence ou positionnement clair), sans faire part de la position majoritaire de ces États arabo-

musulmans sur ces attentats. Au fait, il y a un procédé de collectivisation des actions « valorisées » selon les groupes sociaux. Quand il s'agit d'une action « valorisée », c'est-à-dire la condamnation ferme des attentats « terroristes », le groupe dominant (l'Occident) est considéré comme une catégorie totalisante, un groupe homogène, et le groupe dominé (l'Orient) est considéré comme un groupe hétérogène. Toutefois, quand il s'agit d'une action « dévalorisée » c'est-à-dire l'approbation des actes terroristes, le groupe dominant est marqué soit par son « invisibilité » ou soit par son hétérogénéité pendant que le groupe minoritaire est décrit par son homogénéité ou sa prise de position majoritairement « dévalorisée ».

Dans son éditorial du 13 septembre 2001, le journaliste John Stackhouse parle de la coalition internationale contre le terrorisme. Il envisage un regain de tension entre l'Occident et le monde musulman. Cela pose problème. Il laisse prospérer l'argument selon lequel les terroristes sont représentatifs du monde musulman : « un nouveau conflit entre l'Occident et le monde musulman », dit-il. Ici, le monde musulman est pris dans toute sa totalité comme si les terroristes, dont le journaliste affirme qu'ils ne sont pas encore formellement « identifiés », sont représentatifs de ce monde musulman. Il y a clairement une réduction simpliste du monde musulman à ces attentats terroristes. C'est l'idée de « région à risque » développée par Bankoff (2003). En effet, l'espace musulman est construit comme la principale « région à risque » fertile aux pratiques terroristes et à sa sponsorship. Donc, il s'agit d'une naturalisation du terrorisme qui serait partie intégrante de l'identité des pays arabo-musulmans.

Puis, le journaliste reprend les discours du président américain G. W. Bush, du secrétaire d'État américain Colin Powell et du premier ministre canadien Jean Chrétien. Le journal revient sur la métaphore de l'« Axe du mal » et l'expression « bien contre mal » de Bush. Par ce procédé métaphorique, il est (re)produit que le « bon » est le monde occidental, et que le « mal » est le

monde musulman. Le journal reprend aussi les mots de Jean Chrétien sur le conflit « caricatural » entre l'Occident et l'Orient : « le monde occidental doit réagir et le monde occidental réagira ».

Quel est le but de la reprise des discours politiques sur le terrorisme ? Il faut préciser que ceux-ci sont avant tout des discours contre le « terrorisme ». Cette stigmatisation se fonde sur le refus de la violence et du meurtre comme mode de protestation légitime dans des régimes « démocratiques » fondés sur la liberté d'expression et le pluralisme politique. Il y a donc une évidence de la posture antiterroriste, comme il existe une évidence de la posture antiraciste. « Dans les démocraties occidentales, on se dit volontiers antiraciste. Cela va de soi. Et tout semble alors dit. L'action urge, et la lutte suffit à faire oublier les questions » (Taguieff, 1995 : 3). L'efficacité pragmatique de l'évidence dans la production du consentement tient dans le fait que le locuteur n'a pas à démontrer ou à prouver la véracité de son discours. Le discours antiterroriste se présente ainsi sous la forme d'une *doxa*. Sa nature doxique ne signifie pas qu'il soit faux ou mensonger, mais qu'il est construit à partir de lieux communs difficilement réfutables.

L'effet de cette réappropriation par le journal est de créer dans l'esprit du lecteur une croyance ferme selon laquelle ces attentats sont guidés par des personnes ou des groupes de personnes dont la religion est violente, « fanatique », destructive pour le monde occidental. D'autant plus que ces mots viennent d'acteurs politiques très influents, c'est-à-dire de personnes dont les propos ont autorité dans le monde politique, et surtout dans le monde occidental.

La stratégie de construction culturaliste de l'« ennemi musulman » se compose de plusieurs stades de disqualification, dont deux semblent significatifs pour analyser l'article en question : la binarisation et la déshumanisation (Ramel, 2000 : 27). La binarisation constitue une opposition entre une image de soi valorisée et une autre, péjorative, de l'ennemi. Ainsi, pour les

responsables politiques, aux pays victimes, aux États occidentaux et à la « communauté internationale », porteurs de la liberté et des droits de l'homme, s'opposent des fanatiques, remplis de haine et qui oppressent les femmes. Dans ces processus de disqualification, la dimension cognitive se mêle à la dimension normative : toute description est également une classification et, dans le cas des discours sur le terrorisme, la dichotomie entre « nous » (l'Occident, la communauté internationale) et « eux » (les terroristes musulmans et les talibans) n'est qu'une variation du clivage Bien/Mal. En effet, tous les propos choisis et repris par le journal ont en commun de mettre en opposition radicale l'islam et l'Occident. Il y a une opposition dialectique et une hiérarchisation sociale entre deux mondes : un monde dangereux qui est l'Orient, et un monde pacifique, l'Occident. Cette vision du monde provient d'une réflexion orientaliste. Les écrits d'Edward Saïd (1980, 2011) sur l'orientalisme sont importants pour bien analyser cette idée de « conflit civilisationnel » entre l'Occident et l'Orient.

L'orientalisme consiste en la domination discursive de l'Occident sur l'Orient : l'Occident domine l'Orient dans la mesure où l'Occident, par le biais de l'orientalisme, construit l'Orient sous forme d'altérité. Le discours orientaliste est basé sur la distance culturelle, temporelle et géographique du sujet pensant qui véhicule des idées spécifiques, des mythes sur l'Orient « lointain ». Plusieurs discours stéréotypés se sont développés participant à essentialiser et représenter négativement l'« Autre », l'Orient (Saïd, 1980 : 56). Il montre comment l'Orient est représenté de manière « mythique » dans l'imaginaire de l'Occident comme un tout étranger, lointain, dangereux. Comme il le dit, « l'Orient dans son ensemble oscille donc, dans l'esprit de l'Occident, entre le mépris pour ce qui est familier et les frissons de délice – ou de peur – pour la nouveauté » (ibid. : 75). L'orientalisme est de définir l'« Autre », l'Orient, par un processus d'altérisation et de stéréotypisation. Cette réduction participe non seulement à la dévalorisation

de l'« Orient », mais aussi à l'élévation de l'Europe (L'Occident) comme « un savoir systématique croissant sur l'Orient » (ibid. : 55) et comme une force historique dominante.

En outre, il y a également une collectivisation des actions menées par lesdits terroristes. En effet, les attentats ne sont pas seulement attribués à des membres du groupe musulman, mais il y a surtout une essentialisation de leurs comportements à tout le monde musulman.

Deux idées implicites sont formulées dans cet article. La première est que, même si aucun groupe musulman n'a revendiqué l'attentat à ce moment, comme le souligne le journaliste Stackhouse, les termes chargés de valeur négative tels que « actes de terreur », « actes de guerre », et sa « crainte d'un regain de violence entre l'Occident et le monde musulman » encouragent la suspicion d'une responsabilité musulmane dans ces attentats. La deuxième est qu'il y a un antagonisme entre ceux qui sont derrière ces attentats - une référence a été faite au monde musulman et le « monde libre et démocratique », l'Occident. Il est à remarquer que le journaliste oppose deux entités de nature différente. L'Occident qui est un espace géographique et le monde musulman qui est défini par sa religion. La religion chrétienne est toujours une donnée implicite, « transparente », qui ne se nomme pas pour parler du monde occidental.

Une telle distinction a pour effet de signifier ou du moins de créer chez le lecteur l'amalgame selon lequel la religion est le facteur clé dans la violence terroriste. En fait, les images médiatiques de l'islam proviennent de la couverture médiatique d'actes de violence dans le monde musulman. Du fait que les médias, notamment la presse, associent souvent l'islam avec la violence, le terrorisme, l'extrémisme, le lecteur développe des images négatives sur l'islam et les musulmans (Elgamri, 2008 : 49).

L'idée que l'islam est une religion violente est fortement présente dans la publication du 13 septembre 2001 du journal anglophone. Telle que décrite par le journal, l'organisation dite terroriste Al-Qaïda est une structure sophistiquée qui opère un peu partout dans le monde avec des cellules « dormantes ». Pour ce qui est de son financement et de son soutien, le journal soutient que le suspect jouit de la bénédiction du « gouvernement taliban », des « organisations du monde islamique », d'une « fortune familiale » et de « soutiens arabes ». Non seulement on veut montrer que c'est une grosse machine « terroriste » qui menace fortement la sécurité internationale, mais le journal pose aussi l'islam comme une caution financière et morale de ces actes. Cependant, les allégations de menace islamique, dit Saïd (1995 : 34), ignorent le fait que les pays islamiques sont aujourd'hui assez pauvres et scientifiquement et militairement incapables de poser une grande menace à l'Occident sauf à leurs opposants à leurs régimes dans ces pays. Puis, le journal tente d'atténuer ses « certitudes » précédentes en citant les officiels talibans, non convaincus de la capacité du suspect à commettre de tels attentats : « (...) Osama n'est pas si puissant pour mener une telle opération », citant le porte-parole du gouvernement taliban. Même si le journal retranscrit une telle déclaration, cette dernière fut rapidement contredite, lorsque par une citation indirecte, il conclut que Ben Laden aurait salué tout de même ces attaques. Se basant sur des sources américaines, *The Globe and Mail* affirme qu'ils sont « égyptiens » ou « saoudiens ». En montrant la proximité ethnique (arabo-musulmane) de Ben Laden avec les « kamikazes », le journal ontarien sous-entend que celui-ci est la « main obscure » derrière ces attentats.

Dans une de ses parutions du 17 septembre 2001, il est précisé qu'une cellule « dormante » de l'organisation terroriste Al-Qaïda se trouve au Canada. C'est l'élément religieux qui est évoqué. Le journal parle d'un rapport américain qui soutient que le but de ces « musulmans

radicaux » est : « (...) l'expulsion de l'influence ou du contrôle des non-musulmans dans pays majoritairement musulmans ». On constate un antagonisme entre les musulmans et non-musulmans où les premiers sont décrits comme des « guerriers », des « agresseurs » et les non-musulmans comme des « victimes ». Dans l'article, le journal fait une digression pour montrer la menace grave que représente le terrorisme pour les sociétés occidentales. Un terrorisme qui est orchestré par des musulmans. Relativement à une tentative déjouée d'attentat « terroriste » ayant pour cible le parlement européen, les services secrets britanniques et européens relèvent que ces terroristes étaient « algériens ». Pour ces raisons, le journal veut amener le lecteur à savoir que le Canada n'est pas à l'abri d'attaques terroristes. Il le fait en rappelant également les incidents de 1999 provoqués par Ahmed Rassam tout en mettant en lumière son caractère extracommunautaire et musulman. Au fait, le terroriste « absolu » est toujours « l'Autre », qui est étranger, porteur de marqueurs visibles, musulman, qui n'appartient pas à la « communauté imaginée » occidentale. Dans l'opposition entre le monde musulman et l'Occident, le journaliste John Stackhouse écrit que l'intention de Ben Laden et de ses « militants » est « la destruction de l'Occident en représailles à ses politiques au Moyen-Orient et dans le monde arabe », sans toutefois dire mot sur la nature et la légitimité de ces politiques.

Cette ethnicisation du terroriste musulman participe à classifier le groupe musulman non seulement comme l'« Autre », mais aussi à le stigmatiser comme un être dangereux et inférieur de manière intrinsèque (Bleich, 2006 : 17). Pourquoi les musulmans sont-ils l'archétype de l'« Autre » ? Le chercheur français Amiraux (2007 : 147) répond que la thèse du « conflit civilisationnel », selon laquelle l'islam est une dénomination religieuse, et les musulmans des croyants, constitue l'archétype de l'« Autre » culturel qui ne sera jamais capable de s'intégrer aux valeurs démocratiques et libérales.

Un processus de labellisation ressort de ces deux nouvelles des 13 et 17 septembre 2001 : la construction du caractère du musulman du Proche-Orient ou du Moyen-Orient. Il y a un processus de « stéréotypisation » qui vise à catégoriser les musulmans selon un ensemble de traits « essentialistes » et figés ; une opposition binaire entre la « culture orientale » « barbare » et la « culture occidentale » « supérieure, rationnelle, démocratique » (Amin-Khan, 2012 : 1599-1605). Ainsi, la surévocation de l'appartenance religieuse ou de l'ethnicité des intéressés pour dire également leur supposée appartenance à l'islam, un mécanisme discursif très répété, a pour effet de définir le caractère des personnes venant d'un lieu géographique (le monde arabo-musulman). Ce caractère violent, agressif, barbare qui leur est attribué a existé auparavant. En effet, le caractère dit oriental a conduit à la production d'une labellisation du musulman avec des expressions comme la « personnalité orientale », la « pensée arabe » et l'« esprit islamique » ; et aux concepts des prétendues limitations de l'esprit et de l'inertie inhérentes aux personnes musulmanes. Une partie de cette approche est basée sur la distinction que certains orientalistes font entre les langues des Indo-européens et les langues sémitiques ; les limitations perçues de ces dernières sont censées avoir un impact négatif sur l'esprit des locuteurs. Cette notion invoque le manque d'inventivité, de qualité organique, de création et d'invention de l'esprit sémitique. L'arabe, la langue de la majorité des sociétés musulmanes en Orient, est incluse dans cette classification (Elgamri, 2008 : 30). Djait (1985) soutient que le philosophe français Ernest Renan a même évoqué l'idée selon laquelle la « race » arabe n'était intéressée ni à la science ni à la philosophie, parce qu'elle était « prise dans le cercle vicieux de la prophétie et l'enthousiasme poétique » (Djait, 1985 : 44).

Même son de cloche dans un des articles du 14 septembre 2001 du même journal anglophone. Le titre de l'article n'est pas en adéquation avec le corps du texte. Titré : «

L'Afghanistan se prépare aux représailles américaines », il pourrait laisser croire à la vulnérabilité des Afghans et à une grande crise humanitaire. Cette considération humanitaire prend une partie infime du texte. Plutôt, le journal recense un certain nombre de propos belliqueux d'autorités jugées musulmanes et afghanes : « Les États-Unis et Israël sont des ennemis de l'islam » ou « Si un pays ou un groupe viole notre pays, nous n'oublierons pas de nous venger », « Allah a intensifié le feu et la destruction de ces avions », respectivement les propos de l'imam Mohammed Haqqani, du porte-parole des talibans Abdul Hai Muttmain et de Maulana Abdoul Aziz. Ainsi, le lien entre islam et violence est clair en ce sens que le discours religieux et politique est inséparable et de nature belliciste. En citant des autorités musulmanes, par le sophisme de l'argument d'autorité, on constate que c'est l'islam qui est dépeinte comme une religion violente et l'islam politique comme un islam de combat. Ces autorités sont présentées comme des représentants des personnes musulmanes et du discours musulman majoritaire sur ces attentats, car la voix des autorités et experts musulmans qui dénoncent ces attentats est absente du discours journalistique. Il laisse croire qu'il y a un support populaire aux attentats en écrivant que : « Dans la ville de Peshawar, des centaines de fidèles sont sortis d'une mosquée en criant "djihad!" (guerre sainte) et en scandant des slogans pro-Afghans ».

Il y a ici la notion de danger ou de « péril islamique » qui est présente dans cet article de presse. Karim Karim (2000) constate que le « péril islamique » est utilisé de façon métonymique pour parler de l'islam et de la violence dans les médias. En effet, en parlant du chef suprême des talibans, le mollah Mohammed Omar, appelant les Afghans à s'unir pour défendre l'islam, il est créé, dans l'inconscient du lecteur, la conviction qu'une « guerre sainte » est conduite par les musulmans contre l'« impie » américain (chrétien) et ses suppôts musulmans. La logique discursive mobilisée est la religion : l'islam, l'agresseur du christianisme. Ce qui atteste du

caractère « dogmatique » de l'islam à se prévaloir de la « vraie » religion qu'il faut par tous les moyens défendre et imposer aux « non-convertis ». En utilisant un verbe d'action « menacent » dans son titre, « Les talibans menacent de représailles tout pays qui aiderait les États-Unis », le journal met l'accent sur l'initiative d'agression par des talibans, sans contextualiser cette prise de position, comme si elle était désincarnée d'autres faits dont la décision unilatérale du gouvernement Bush d'attaquer l'Afghanistan. Des articles analysés, l'idée que l'islam est une religion intrinsèquement violente est moins présente dans *La Presse*. Du moins, elle est rarement faite de manière « isolée ». *La Presse* va évoquer la présumée violence inhérente de l'islam en rapport avec d'autres discussions et non de manière frontale.

Dans une nouvelle du 17 septembre 2001, écrite par Donna Abu-Nasr, *La Presse* se consacre à un débat théologique au sein de la communauté musulmane sur la légitimité philologique des « attentats-suicide ». Terme qui, dans le texte, est préféré à d'autres, mais revient à dire les « attentats terroristes ». Le débat est : « de savoir si les attentats suicide étaient condamnés par l'islam ou non », annonce le journal. Le demander signifie que ce n'est pas une évidence que l'islam soit une religion de paix ou du moins une religion qui ne promeut pas la violence. Il faut expliquer que toutes les religions ont connu et connaissent, dans leur parcours, de la violence. Hoffman (1998) rapporte à cet effet, qu'au premier siècle les membres d'une secte juive, les Zélotes, ont lutté contre l'occupation romaine en empoisonnant ainsi qu'en assassinant des soldats de l'armée romaine. De plus, il observe, depuis la fin des années 1980, une augmentation du nombre de groupes qui justifient leurs actions violentes contre la société par leurs croyances religieuses. Il montre que la justification de la violence comme étant un devoir divin ou un acte sacré est présente chez plus d'un quart des groupes terroristes actifs qui ont sévi au cours des années 1980 et 1990.

Deepa Kumar (2012) abonde dans le même sens. La violence n'est pas l'apanage de l'islam. Elle parle de « mythe de la violence ». En effet, l'auteure rappelle que le christianisme a connu ses heures de gloire dans la violence, à travers la conquête et la conversion forcée, d'abord dans le monde romain, puis dans les régions proches de l'Europe, l'Arménie, l'Afrique centrale, l'Asie centrale. Les croisades menées par les Européens chrétiens du XIe au XIIIe siècle furent très violentes. À titre illustratif, pendant la première croisade de 1099, les croisés, dans leur prise de Jérusalem, ont massacré la quasi-totalité des musulmans (Kumar, 2012 : 53).

Aussi, on remarque l'exigence de justification que doit subir le groupe minoritaire pour se conformer au groupe majoritaire. Le groupe musulman n'échappe pas à cette exigence. En effet, l'islam, minoritaire comme pratique politique et religieuse dans les sociétés occidentales, doit prouver sa « compatibilité », sa « transparence sociale » aux valeurs occidentales.

Le journal met en lumière deux positions opposées pour expliquer le manque de consensus sur la légitimité des attentats. On peut à raison considérer cela comme un contre-discours proposé par le journal pour montrer que tous les musulmans ne sont pas favorables aux « attentats-suicides ». Toutefois, la compréhension des musulmans est toujours dialectiquement comprise et opposée aux non-musulmans. Le manque de consensus contraste avec la position occidentale qui est claire dans sa réprobation des « attentats – suicides », quelles qu'en soient les raisons, laisse entrevoir *La Presse*. Au fait, ces actes étant qualifiés de « catastrophes », d'« horreur », le fait même de discuter sa pertinence relève du non-sens.

Dans ce débat, le journal fait intervenir Abdul-Moti Bayoumi, du Caire, qui refuse d'associer les « attentats contre les États-Unis » à ceux contre Israël à du « djihad », car ceux-ci ont été provoqués par les « djihadistes », les « musulmans », contrairement à Cheik Abdulaziz al Cheik, d'Arabie Saoudite, qui est contre tout « attentat-suicide ». Le journal cite le Cheik Ikrema

Sabri : « Les musulmans croient au jour du Jugement dernier et que mourir en martyr représente une récompense-aller au ciel. Un martyr est vivant aux yeux de Dieu ». Finalement, on interroge le professeur As'ad AbuKhalil pour qui un musulman est différent des kamikazes qui sont « des extrémistes déments en marge de la société, tout comme ces Américains qui vont au bureau de poste et tuent des personnes au hasard » (p.2).

Le journal prend position dans le conflit israélo-palestinien, sans interroger les protagonistes, en affirmant que « Les militants palestiniens considèrent que les attaques menées en Israël font partie du “djihad”, un mot arabe qui signifie littéralement combat pour la religion ». Formulé ainsi, il sous-entend que les Palestiniens luttent pour « défendre l’islam » (pro)activement. En effet, ils ne contre-attaquent pas, ils attaquent toujours. Cela démontre la violence qui est dite inhérente à l’islam. Un « islam de combat » et menaçant pour Israël. De surcroît, le journal donne sa propre définition du « djihad » sans même demander l’avis d’autorités musulmanes sur cette définition. On assiste à une définition restrictive et « sélective » du djihad comme une “guerre sainte” qui fait de l’islam une religion violente et « expansionniste ». Pourtant, le djihad est aussi, dans le regard musulman, un combat contre les injustices sociales et une « guerre juste » (Marie McAndrew et coll.179-181).

3.3 Critères de définition entre « bon » et « mauvais » musulman

Le « bon » et « mauvais » musulman est un thème important dans les articles des deux journaux surtout chez *La Presse*. Chez le journal francophone, il y a deux grandes figures du « bon » musulman : Le Pakistan suite aux attentats du 11 septembre 2001 et l’Algérie après les actes terroristes de Londres en 2005.

Le 15 septembre 2001, le journal épilogue sur le régime taliban. Dans le corps du texte, un procédé de catégorisation sociale ressort fortement : la hiérarchisation entre les personnes

musulmanes. Dans ce portrait binaire et machiavélique, les Pakistanais sont les « bons » musulmans, pas pour leur pratique « civilisée », « modérée » de la religion, mais parce qu'ils sont « prêts à accepter de fermer leur frontière avec l'Afghanistan, à laisser les avions américains emprunter leur espace aérien pour permettre des frappes éventuelles contre ce pays, et à coopérer en matière de renseignements », comme le dit un haut responsable américain. Le « mauvais » musulman, le taliban, est caractérisé par la violence et le manque de démocratie, de tolérance, car il est même prêt à attaquer ses voisins musulmans : « Si des pays voisins, particulièrement des pays musulmans, donnaient une réponse positive aux demandes américaines (...) nous attaquerions ces pays et occuperions leurs territoires », dit l'ambassadeur des talibans au Pakistan, Abdul Salam Zaif.

Dans un éditorial du 15 septembre 2001, le journal ontarien opère cette même hiérarchisation binaire avec le Pakistan dans le rôle du « bon musulman ». En effet, elle relaie « l'inquiétude » du Pakistan face à d'éventuelles représailles par les « militants islamiques » qui projettent une « guerre sainte », au regard de son « soutien » affiché aux États-Unis.

Dans une de ses nouvelles du 8 juillet 2005, *La Presse* la consacre à la réaction du président algérien Abdelaziz Bouteflika aux événements terroristes de Londres. Les extraits choisis évoquent la récrimination du président algérien envers ces attentats et sa demande pour une plus grande coopération dans la lutte contre le terrorisme : « L'Algérie “condamne avec la plus grande fermeté ces attaques terroristes insensées qui soulignent encore une fois la nécessité pour la communauté internationale de redoubler d'efforts pour l'éradication du terrorisme” », dit le président algérien. En donnant la parole à un État ou à son leader musulman, cela montre que tous les musulmans ne sont pas en accord avec ces attentats terroristes. Dans cette mise en scène, l'Algérie est le « bon » musulman, car elle juge ces attentats de « terroristes », les « condamne »

et s'en désolidarise. Les « mauvais » musulmans sont les autres États qui n'ont pas condamné ouvertement ces attentats. Cette hiérarchisation sociale entre les musulmans semble être majoritaire, car le journal fait peu écho des États musulmans ou des experts musulmans qui ont pris position contre les attentats de Londres.

Les textes ne débouchent pas systématiquement sur la conclusion que tous les musulmans sont des fondamentaux ou des islamistes radicaux, mais bien sur l'idée qu'il y aurait de « bons » musulmans qui sont contre les attentats et qui collaborent avec les États-Unis (l'Occident) et les « mauvais » musulmans qui sont complices de ces attaques. Dans ces articles de presse, le « bon » et le « mauvais » musulmans sont définis par un critère décisif : leur loyauté envers l'Occident et leur coopération avec ce dernier. Donc, le critère de différenciation et de hiérarchisation est autre qu'une division religieuse, mais il est politique. Mamdani (2004 :15) le souligne si bien : « Les jugements sur le “bon” [musulman] et le “mauvais” [musulman] se réfèrent à des identités musulmanes politiques, et non à des identités culturelles ou religieuses » (ma traduction). En fait, la détermination de la frontière entre « bon » et « mauvais » est davantage la fidélité et la collaboration avec l'Occident. Pourquoi une telle hiérarchisation sociale?

Cette hiérarchisation entre les musulmans consiste à mieux catégoriser le « bon » et « mauvais » musulman. Ce concept de la hiérarchisation sociale est développé chez Shryock (2013) et consiste à essentialiser et à déterminer le rôle des personnes musulmanes : « En effet, la tâche la plus cruciale assignée au bon musulman par la société en général est de s'opposer aux mauvais musulmans, de les rejeter, de les exposer, les dénoncer, les rééduquer, les changer et de s'excuser pour leurs mauvaises actions. L'échec de la poursuite de cette mission transformera les bons musulmans en des mauvais » (Shryock, 2013 : 161). Nous comprenons alors que les « bons

» musulmans sont représentés comme partageant les mêmes principes et valeurs que le groupe dominant ou collaborant avec celui-ci. Autrement dit, ils sont de « bons » musulmans en raison de leurs ressemblances au groupe dominant, par leur coopération ou leur démarcation de l'islam dit radical ou des mouvements « extrémistes musulmans » : « [...] la ressemblance entre le bon musulman et le bon citoyen de l'État démocratique libéral » (ibid. : 162).

3.4 L'altérité conflictuelle de l'islam et son incompatibilité avec les valeurs occidentales

La Presse du 7 juillet 2005 reprend les propos de Tony Blair sur la décision de « faire échec à ce terrorisme », de George Bush sur la « guerre contre le terrorisme qui continue » et du président français Jacques Chirac sur la nécessité d'une solidarité « entre les grandes nations du monde, contre celles et ceux qui les commettent » (p.1). Il est souligné une opposition entre les « grandes nations » c'est-à-dire les pays occidentaux, et les « autres » nations, autrement dit, les « petites nations » qui ne sont pas des nations occidentales. Car, comme le rappelle le journal, ce n'est pas seulement Londres qui est frappé par ces attentats, c'est toute « l'Europe ». Ici, il y a un rapport de force qui s'établit. En effet, les « grandes nations » sont supérieures, militairement et économiquement, à celles qui commettent ces actes « défiant les dirigeants les plus puissants de la planète, qui se sont montrés plus que jamais résolus à redoubler d'efforts contre cette menace globale lors du sommet du G8 en Écosse » (p.1). Par ailleurs, le journal va donner un nom à ceux qui commettent ces actes méprisant « à l'égard de la vie humaine », pour paraphraser le président Jacques Chirac. Le journal accuse l'« Organisation secrète Al-Qaïda en Europe » d'être à l'origine de ces attentats de Londres du fait que ce groupe aurait revendiqué ces attentats en représailles à l'action militaire britannique. Il sollicite l'argument de l'autorité pour conforter sa position sur l'origine « islamiste » de ces attentats : « le chef de la diplomatie britannique Jack

Straw a estimé quant à lui que ces attaques portaient “la marque” d’Al-Qaïda ». De surcroit, *La Presse* renchérit en disant que « Le groupe a publié son message sur un site Internet utilisé par des activistes islamistes (...) ». Dans cette même lignée, il reprend les propos du premier ministre britannique Tony Blair sur la thèse « islamiste » : « Les terroristes “agissent au nom de l’islam”, mais la plupart des musulmans à travers le monde “déplurent cet acte de terrorisme” » (p.2). Dans ce récit, il y a une critique récurrente du « terrorisme islamique », ou du « terrorisme islamiste » ou du « radicalisme musulman » qui fonctionnent comme des termes interchangeables. Ils ne sont jamais définis et ont pour fonction de rappeler, chez le lecteur, la supposée islamité des individus qui commettent des attentats.

Cette supposée islamité est dite incompatible avec les valeurs occidentales. L’exemple de la nouvelle du 9 juillet 2005, vient corroborer cet argument. En effet, *La Presse* revient en profondeur sur les propos du premier ministre britannique Tony Blair. Il est question des « racines » du terrorisme. Le journal reprend, parmi toutes les causes évoquées par le premier ministre britannique, « l’absence de démocratie et le conflit au Proche-Orient ». Plusieurs conclusions sophistes ressortent de ce discours. La première est d’affirmer que le Proche-Orient est un terreau fertile pour les « terroristes » qui ont frappé Londres en 2005. La deuxième est de caractériser toute cette région par un déficit de démocratie par opposition aux autres régions occidentales qui sont « démocratiques ». Une stratégie discursive qui consiste en une vision ethnocentrique et paternaliste des pays occidentaux à instaurer ou exporter la « démocratie » : « une aide pour l’établissement de la démocratie au Proche-Orient et un règlement du conflit israélo-palestinien ». Une vision qui s’accompagne d’un regard misérabiliste sur les pays du Proche-Orient. Quelle analyse peut-on tirer?

Il se développe une incompatibilité entre l'Occident et les musulmans. Il en ressort que le groupe dominant ne partage pas les mêmes valeurs que le groupe différencié. Cela implique que chaque groupe (dominant et dominé) possède ses propres valeurs, valeurs qui ne sont pas forcément compatibles. Il y est construit une irréductibilité et une opposition conflictuelle entre les valeurs occidentales et musulmanes. La surévocation des « différences culturelles », dans le processus d'altérité, répond surtout à un projet politico-discursif aux enjeux matériels réels. En effet, les « différences culturelles » sont idéalisées, construites dans le but de construire la « culture » occidentale comme « supérieure », car portée vers les valeurs de liberté, d'égalité contrairement aux valeurs de la « culture » musulmane (Narayan, 2010 : 483-484).

Le postulat selon lequel le Proche-Orient est déterminé par un « déficit démocratique » relève de « l'universalité ethnocentrique ». En définissant toute cette région par son manque de « démocratie », sa propension au « conflit » et sa forte « pauvreté », le journal *La Presse* produit une image implicite du « musulman moyen du Proche-Orient ». La différence du monde musulman implique une attitude paternaliste envers les musulmans. En effet, le majoritaire (l'Occident) pose sa « supériorité » sur l'islam dans ce qui ressemble à du « colonialisme discursif ». En fait, sa « supériorité » est idéalisée en imposant non seulement ses valeurs culturelles comme étant « universelles », mais aussi la façon dont sa culture est porteuse de valeurs de progrès par opposition à la culture musulmane qui est « barbare » et « rétrograde », et qui a besoin du secours du majoritaire pour la libérer de son « obscurantisme ».

De surcroît, en plaçant la catégorie de « musulman non démocratique » définie à partir d'une norme établie en fonction de présupposés eurocentriques, le journal renforce le présupposé selon lequel le monde musulman n'a pas autant évolué que le monde occidental. Ce mode de réflexion, en homogénéisant et en systématisant les expériences de différents groupes musulmans

de cette région, efface tous les modes et expériences démocratiques de cette région. Car dans l'équilibre des pouvoirs entre le monde occidental et musulman, les analyses journalistiques qui se rendent coupables de véhiculer et d'entretenir la prédominance de l'idée de supériorité de l'Occident produisent des images correspondantes du « musulman du Proche-Orient », par exemple celle du musulman violent, fanatique, dangereux, etc. Ces images ont un rayonnement universel, anhistorique, et déclenchent un discours colonialiste qui exerce un pouvoir très spécifique dans la définition, le codage et le maintien des rapports entre l'Occident et l'Orient.

Toujours dans cette publication du 9 juillet 2005 sur les attentats de Londres, l'article fait une digression en parlant de « terroristes algériens [qui] se sont reconvertis dans le grand banditisme », ce qui porte à confusion et crée un lien inopportun entre ces attentats et les « terroristes algériens ». La logique est de renforcer la menace extérieure, les musulmans : « Ces terroristes ont du mal à se réinsérer dans la société, ils ont gardé leurs réflexes de violence, et nous posent un grand problème », selon le premier responsable de la police algérienne, Ali Tounisi.

David Altheide (2009) aborde l'argument de la « peur » du terrorisme. Il avance l'idée de « new propaganda », qui montre non seulement comment le discours médiatique réduit la complexité de la réalité du terrorisme à un discours de « peur » sur la population, mais aussi comment un récit narratif mettant en association le « terrorisme » et le « crime » est déployé (Altheide, 2009 : 49-182). Que recherche-t-on en mettant l'accent sur la peur du terroriste musulman ? Les conséquences de ce discours sur la peur sont, entre autres, de créer un sens du désordre auprès de la population et de « mettre hors d'état de nuire » ceux qui ont menacé la « foi » des pays occidentaux (ibid. : 80).

Une nouvelle du 8 juillet 2005, écrite par l'éditeur en chef Edward Greenspon, s'inscrit dans la même lignée de pensée, celle de l'incompatibilité entre islam et Occident. L'éditeur en chef discute du : « Terrorism in London, and the people's resolve ». Plusieurs positions idéologiques sont prises par le journal. Premièrement, il met en opposition « terrorisme et démocratie ». Le terrorisme serait antinomique à la démocratie. Autrement dit, un État dit démocratique ne peut pas commettre des attentats « terroristes » et inversement un État dit non démocratique ou en faillite est plus prompt à cautionner ou à commanditer le terrorisme. Pourtant, le terrorisme en question n'est pas commis par des États, mais essentiellement par des entités non-étatiques (Al-Qaïda). Mais, le fait d'opposer « terrorisme et démocratie » pendant que l'attentat terroriste est dit orchestré par Al-Qaïda est pour montrer qu'Al-Qaïda est représentatif de ce monde qui n'est pas une « démocratie », c'est-à-dire le monde musulman. La stratégie discursive employée ici consiste en l'emploi métonymique de l'islam et d'Al-Qaïda.

Le rédacteur en chef nomme ces « démocraties » par l'expression « Britannique et ses alliés » c'est-à-dire les pays occidentaux les plus puissants. Il faut souligner que le journal ne s'inscrit pas à l'extérieur de ces rapports identitaires, il se positionne même comme faisant partie du « nous » des « démocraties occidentales ». Deuxièmement, l'« ennemi », indique-t-il, est « Al-Qaïda et ses affidés » qui bénéficient de soutiens étatiques extérieurs. Un de ceux-ci serait le régime des « Talibans et leaders très puissants à travers le monde ». Troisièmement, le journal soutient que le terrorisme tire profit des valeurs des démocraties, « avec ses sociétés ouvertes, les démocraties sont des cibles invitantes », dit-il en substance. En fait, les démocraties sont victimes de leurs valeurs d'ouverture et de liberté devant l'obscurantisme des terroristes « fanatiques ». Enfin, il affirme que le terrorisme est un champ de bataille civilisationnel. Un conflit civilisationnel dans lequel un monde « condamne la démocratie, s'oppose à la libération

des femmes et voit les non-musulmans comme des infidèles qui ne méritent pas de vivre ». Explicitement, ce monde, qui est doublement opposé à la démocratie et à liberté des femmes, est le monde musulman par rapport au monde occidental, tous les deux pris dans leur totalité. En effet, le vécu et le savoir de ces femmes musulmanes sont utilisés pour démontrer le caractère misogyne et violent de l'islam, et ce, en comparaison au caractère moderne et universel de l'Occident (Razack, 2011 : 104). Toutefois, le problème de la violence à l'égard des femmes n'est pas propre à l'islam, mais aux sociétés patriarcales (englobant autant les sociétés musulmanes que non musulmanes) (Esposito, 2011 : 117). Ces distinctions peuvent être établies parce qu'un groupe particulier est privilégié et érigé en norme ou référent. Dans cette analytique binaire, « les Britanniques et leurs alliés », les « démocraties » occidentales, se construisent tous et toutes comme référents normatifs.

Mettre le groupe musulman en position d'altérité, dit Danielle Juteau (1999), occulte un « double rapport de domination » au cœur des notions du majoritaire et minoritaire. La première forme de domination est le fait de le reléguer aux affects de particularité ou de spécificité « culturelle » et de positionner les valeurs de la culture « majoritaire » comme « universelles » pour assurer sa suprématie hiérarchique et la subordination des musulmans. Il y a une tendance pour le majoritaire de s'inscrire en universel, de se positionner en référence par rapport à la « particularisation du minoritaire ». Cette distance identitaire est révélatrice d'une distance sociale et hiérarchique qui met le minoritaire dans un positionnement de dissymétrie, et le majoritaire dans un positionnement d'« édification de la norme sociale ». La deuxième forme de domination est l'essentialisation de personnes musulmanes en un « sujet uniforme » fondée sur l'origine religieuse (id. : 180-184). En effet, c'est le groupe majoritaire (le journal) qui définit les valeurs majoritaires qui font office de valeurs « universelles », mais aussi marque l'extériorité ou

l'incompatibilité de la culture minoritaire (l'islam) avec ces valeurs : « les cultures qui sont considérées comme rétrogrades diffèrent souvent par la race de la culture hégémonique » (Volpp, 2006 : 18).

Dans la parution du 11 juillet 2005, on trouve un autre exemple d'utilisation des « musulmans » comme catégorie d'analyse dans le discours journalistique qui souscrit à un certain réductionnisme culturel pour décrire les relations entre la violence et les idéologies religieuses : « La colère des militants cléricaux de Londres a rejailli sur la Grande-Bretagne pour son soutien indéfectible aux États-Unis dans l'invasion de l'Irak », affirment les journalistes Sciouno et Don van Natta. Ici, en ramenant le niveau de comparaison au rapport de « tolérance religieuse » entre Occidentaux et musulmans, les auteurs du texte nient toute complexité à la religion musulmane. En assimilant l'islam à une de ses versions spécifiques, « fondamentalistes », les journalistes du journal ontarien lui donnent une unité et une cohérence. Ainsi, les musulmans étant subsumés dans la religion présentée en termes fondamentaux ou radicaux, il est considéré qu'ils évoluent dans un temps non historique. Ils n'ont virtuellement aucune histoire. Il est de ce fait impossible de faire quelle qu'analyse de changement que ce soit (Larzeg, 1988 : 87). L'appartenance à une religion n'entraîne pas inévitablement une solidarité; cette dernière doit se former dans la pratique et l'analyse historique et politique. Pourtant une telle grille de lecture a pour effet de caractériser l'islam comme une religion violente dans laquelle les musulmans sont compris comme des êtres irrationnels, barbares, possédant une seule identité (l'identité religieuse) et étant désireux d'imposer la charia partout dans le monde (Antonius, 2008 :13; Gottschalk et Greenberg, 2008 : 3-4).

Ce processus de catégorisation sociale par le majoritaire est présent dans l'appellation même de « fondamentalisme » ou de « musulmans radicaux » (Bahri, 2010 : 41). Dans cet article, c'est bien le majoritaire, ici le journal ontarien, qui définit ces terroristes comme des « fondamentalistes musulmans ». Qu'est-ce que cela informe du majoritaire et de sa position non seulement dans le discours, mais aussi dans le rapport social? L'analyse de Linda Pietrantonio peut faire la lumière à ce sujet.

Linda Pietrantonio (2005) a étudié la notion de « majoritaire » dans le rapport social entre les groupes « majoritaire » et « minoritaire ». Elle définit cette notion comme suit : « (...) un type particulier de relations sociales qui impliquent de la domination à différents degrés qui vont croissant de l'exploitation (dépendance, oppression) jusqu'à l'appropriation de l'individualité corporelle comme unité matérielle » (Pietrantonio, 2005 : 124). En fait, les groupes majoritaire et minoritaire sont dans un rapport dialectique, un « couple social » dit-elle, en ce sens qu'ils « ne peuvent se concevoir l'un sans l'autre, ni empiriquement ni symboliquement ». Cette précision montre éloquemment les processus continus ou dynamiques d'« identité et d'identification » entre ces différents groupes. L'auteure souligne, tout comme Juteau (1999), la tendance pour le majoritaire de s'inscrire en l'universel, de se positionner en référence par rapport à la « particularisation du minoritaire ». (Pietrantonio, 2005 : 117-127). Pour l'appliquer à notre cas étudié, le terme « fondamentalisme » est dans un rapport dialectique, un « couple social » avec la « démocratie », pour signifier la différence « à l'égard de l'Occident dans un rapport clairement hiérarchique » (Bahri, 2010 : 42). Considérant ainsi les musulmans « fondamentalistes » comme « un groupe indifférencié, dépourvu de complexité au regard de l'hétérogénéité qui caractérise leur homologue conceptuelle dans le monde plus développé » (ibid. : 43). Ce brouillage terminologique n'est pas anodin, dans la mesure où une compréhension de la notion de «

fondamentalisme musulman » semble s'associer avec les notions péjoratives de « violence », « conflit », « sous-développement » ou d'objet de discours. Cela permet leur domination et infériorisation sociale. Bref, la logique discursive du « danger fondamentaliste » participe au processus de catégorisation sociale, car elle : « associe l'islam politique exclusivement avec la violence, l'autoritarisme, terrorisme, fondamentalisme, domination cléricale et une hostilité au gouvernement moderne, `` occidental `` , séculaire et démocratique, une constellation de négativité que le `` radical `` dans l'`` islam radical `` dès lors signifie et invoque » (cité dans Donnan & Stokes, 2002 : 9).

L'opposition des valeurs a une place majeure dans cet article. Comme l'atteste la phrase suivante : « (...) Les critiques ont contesté les traditions profondes de libertés civiles et de protection des activistes politiques qui ont fait du pays un terreau fertile pour les terroristes » (ibid. 2005 : A6). Les journalistes relatent les propos de la reine d'Angleterre : « Ceux qui ont perpétré ces actes brutaux contre d'innocentes personnes doivent savoir qu'ils ne changeront pas nos modes de vie » pour bien marquer l'antagonisme des valeurs entre les « terroristes » et les Britanniques. Donc, le « fondamentalisme musulman » menace le mode de vie des Britanniques en particulier, et des Occidentaux, en général. Un mode de vie qui est non seulement différent des autres non occidentaux mais qui est « meilleur », car il est porté vers les valeurs positives et universelles de liberté, de paix, de tolérance. Le journal utilise le terme de « militants islamiques » pour parler de musulmans. Le choix de ce terme, comme Saïd (1980) le remarque, participe à reproduire les stéréotypes sur l'Orient comme l'idée de « démonologie » qui apparaissait au 19^e siècle. Trois grands discours stéréotypés dans les médias sont les « préjugés antimusulmans en Occident, le conflit israélo-palestinien, et l'absence de la moindre attitude culturelle qui permettent soit de s'identifier aux Arabes et à l'Islam (...). » (Saïd, 1980 : 40).

Dans leur publication du 15 juillet 2005, les journalistes Wong et Mills du journal anglophone identifient un suspect des attentats de Londres comme étant un « musulman » britannique originaire de la Jamaïque. Ici, en soulignant que ce terroriste jamaïcain est musulman démontre leur volonté de laisser entendre que l'islam a en fait infiltré l'ensemble du monde... sinon tout l'univers non occidental. L'islam est vu comme un terreau fertile aux pratiques extrémistes, voire terroristes, et la Jamaïque, une terre d'hébergement de ce terrorisme grandissant. Le journal donne ainsi la parole à un professeur d'études bibliques qui parle des raisons de l'attraction de l'islam auprès des jeunes jamaïcains notamment « le manque de repère paternel dans les foyers jamaïcains (...) avec l'enseignement de la masculinité ». Au-delà du lien explicite qui est fait entre l'islam et le « terrorisme exportable », il est induit que l'islam est une religion ancrée dans les stéréotypes de « la masculinité » comme la force, le risque, l'intransigeance et le courage. Cette association entre islam et « masculinité défensive », « maintenir le clivage entre les rôles » d'après Christine Meunier (2005 : 7), est aussi étayée chez l'auteure (2005 : 29) pour qui l'islam est une « référence sécuritaire au secours de la crise » de la masculinité. Pour elle, « la loi coranique prend sa valeur du fait qu'elle restaure la dignité de l'homme, le chef de famille, détenteur de l'autorité. Ainsi l'islam vient-il au secours du malaise identitaire masculin » (Idem). Ici, la masculinité est construite comme un élément négatif. Pourquoi? La même auteure Christine Meunier propose des pistes d'explication. Elle soutient que « le masculin et le féminin ne sont plus appréhendés (...) autour des seuls clivages hérités de la société traditionnelle ou industrielle » (ibid. : 7). Pour elle, la masculinité occidentale d'aujourd'hui se distingue de la « masculinité défensive » et de la masculinité occidentale d'hier par l'évacuation de la force physique ou du courage comme élément distinctif de l'homme, l'affirmation de l'homosexualité ou homoparentalité, un nouveau rapport au corps

(identité plastique masculine), une paternité en reconstruction (ibid. : 12-168). Après ce bref rappel historique du changement et bouleversement de la masculinité, on comprend que l'islam est construit comme un « enseignement de masculinité » pour non seulement montrer que sa masculinité est différente de celle de l'Occident, mais aussi pour montrer que cette masculinité est dangereuse, car c'est une masculinité ancrée dans des stéréotypes négatifs. Bref, les deux journalistes mobilisent un ensemble de traits qui fait des musulmans de potentiels agents violents.

Aussi, en interrogeant un professeur d'études bibliques, chrétien certainement, il y a un non-dit, une opposition implicite entre le christianisme et l'islam. Le premier se définit par le second, et vice-versa. En catégorisant l'islam de religion propice à la violence, le christianisme est, par déduction, une religion pacifique. L'enjeu de la violence est un aspect majeur dans la relation entre l'islam et le christianisme : l'usage de la force est associé à la religion islamique. Cette violence perçue comme étant inhérente à l'islam a toujours été associée à son soi-disant refus persistant à engager un débat (Daniel, 1993 : 22). Depuis la première rencontre avec l'Europe chrétienne, l'islam a été associé à l'agression et la violence. La pensée européenne à cette époque a été fortement influencée par ces images de violence. Ainsi, la pensée populaire européenne n'a pas été capable de voir l'islam autrement qu'une religion guerrière, dont le message sacré a été imposé par une force sauvage (Armstrong, 1992 : 227).

Par ailleurs, le journal nomme des jeunes qui ont supposément participé à des attentats terroristes, dont Lee Malvo, un jeune jamaïcain qui a fait des « tirs » à Washington en 2002. Le mobile avancé par le journal est la « conversion à l'islam ». Donc, cela confirme la supposée dangerosité de l'islam. Dans cette parution, il n'a pas la précaution (certes saugrenue) de distinguer l'islam et le « fondamentalisme musulman ». Les acteurs n'ont pas d'agentivité et ils

sont déterminés par leur origine ethnique ou leur religion musulmane. Pour atténuer cette représentation négative de l'islam, le journal donne la voix à un imam, qui souligne que les « musulmans ne sont pas plus radicaux que d'autres chrétiens bien-pensants en Jamaïque ». Toutefois, lorsqu'on parcourt tout cet article, sa voix est mise en minorité par d'autres voix « majoritaires » qui ont en commun de parler de l'islam péjorativement. En effet, il est la seule personne invitée qui parle de l'islam sous des traits plus positifs ou neutres.

En donnant un plus grand écho aux voix d'experts parlant de l'islam sous des dehors négatifs comme une religion pour les « désespérés » pour un « monde comme une meilleure place, comme ils l'entendent », le journal fait de l'islam une religion violente qui puise sa « force » dans le désespoir, la vulnérabilité des jeunes, en les endoctrinant à des idéologies « terroristes ». En décrivant le quatrième suspect, il est mentionné qu'il aimait écouter de la « musique arabe », une raison implicite qui fait de lui un potentiel terroriste en le reliant à son caractère « arabo-musulman ». Il faut préciser que toutes ces « certitudes » sont avancées, pendant que le journal avoue que l'identité du suspect n'est pas encore vérifiée.

Pour rassurer sur l'objectivité de sa nouvelle, le quotidien ontarien relève que ces « terroristes » sont l'exemple archétypique du « profilage terroriste », en se basant sur des études scientifiques américaines. Ce terroriste « absolu » serait un émigré qui déteste son pays d'accueil, qui croit que le monde est gouverné par le mal, un « loup solitaire » qui n'appartient à aucune organisation terroriste, ou des « frustrés de la société ». Un accent est mis sur la dérationnalisation de leurs motivations, ce qui revient renforcer le caractère « psychopathique » du terroriste.

Le 13 juillet 2005, le journal montréalais recense les actions du premier ministre britannique Tony Blair pour contrer « l'extrémisme religieux ». Dans tout le texte,

l'« extrémisme religieux » est relié à la religion musulmane. Cela montre que l'islam est associé exclusivement à la radicalité, la destruction, la peur. Parmi ces mesures, *La Presse* souligne celle de « l'interdiction d'entrée sur le territoire et l'expulsion des personnes soupçonnées d'inciter à la haine » (p.1). Le quotidien avance que les présumés terroristes sont des « insiders », mais d'origine « pakistanaise ». Pour éviter tout amalgame, le journal retranscrit les propos mesurés de M. Blair : « On ne peut l'ignorer, en raison du danger qu'ils représentent. Mais cela ne doit définir en aucun cas les musulmans de Grande-Bretagne, qui sont dans leur écrasante majorité des membres dignes et respectueux de notre société » (p.1). Puis, le journal montréalais annonce que le premier ministre va rencontrer la communauté musulmane pour trouver des solutions de lutte contre le terrorisme, dont la « mauvaise interprétation de l'islam », dit-il. Donc, le terrorisme ne peut être qu'un extrémisme de l'islam. On va du principe que le terrorisme vient de la religion musulmane ou de sa mauvaise interprétation. Le terrorisme est une « déviation » de la seule religion musulmane.

C'est une des raisons pour laquelle Bigo et Tsoukalas (2008) regrettent que le rapport britannique de 2006 sur ces attentats n'ait pas cherché les causes profondes de ces actes, ce qui a laissé la place à la spéculation médiatique. Celle-ci a cherché à trouver dans la religion musulmane la motivation principale de ces attentats de Londres de 2005. En reprenant les propos du premier ministre britannique Tony Blair et le rapport gouvernemental britannique de 2006, les auteurs montrent comment les communautés musulmanes sont stigmatisées en tant que potentiels terroristes par leur idéologie religieuse (ibid. : 295-299). Bref, le fait de ne pas chercher les vraies motivations évite aux sociétés occidentales de s'interroger sur elles-mêmes et encourage les individus à chercher « ailleurs ce but et cette motivation, y compris, pour certains, dans des systèmes de croyances obscurs et dévoyés » (ibid. : 300).

Enfin, le journal fait le portrait des présumés terroristes pour mettre en lumière leurs ethnicité et religion. Pour parler du premier suspect du nom de Shazhad Tanweer, le journaliste écrit que « Son père est né au Pakistan, où lui-même s'est rendu deux mois cette année pour étudier l'Islam ». En rappelant que son père est pakistanais, le journal insinue que le « jeune homme » n'est pas un Britannique à part entière. Autrement dit, le journal montre que le suspect a commis des attentats parce qu'il a appris l'islam et marque son extériorité à la citoyenneté britannique. Il apporte ensuite le démenti de l'oncle sur l'entraînement terroriste de son neveu en Afghanistan. S'agissant d'un autre suspect, Mohammed Sidique Khan, il précise qu'« Il est également de confession musulmane, mais un de ses voisins a raconté ne l'avoir jamais vu à la mosquée locale ».

Le musulman, dans ce regard médiatique sur le terrorisme, est présenté comme agressif, dangereux, fanatique. D'où le mécanisme de catégorisation sociale qu'est la stigmatisation. Ainsi assiste-t-on à une construction du musulman comme un être violent, « barbare » et à une image fictive de celui-ci, c'est-à-dire un travail d'esthétisation et d'idéalisation de la religion et de la culture musulmanes selon des traits négatifs et dégradants. Ceci a pour conséquence d'encourager l'exclusion sociale et la marginalisation du musulman, car celui-ci est construit comme un criminel, un membre « parasite » de la communauté imaginée occidentale.

CONCLUSION

4.1 RETOUR SUR LES CHAPITRES

Notre étude avait pour objectif d'analyser les stratégies discursives dans les médias canadiens concernant la catégorisation sociale des personnes musulmanes. Elle consistait à

comprendre les rapports d'identification et de pouvoir qui fondent le discours médiatique sur le terrorisme.

Dans notre mémoire, la catégorisation sociale relève de plusieurs mécanismes de fonctionnement clés. Ces mécanismes se rapportent, pour la plupart, à la littérature scientifique sur la catégorisation sociale, l'ethnicité, le racisme et la discrimination. Les mécanismes discursifs récurrents qui ressortent de notre analyse critique de discours sont le processus d'altérité, la hiérarchisation entre les musulmans, l'homogénéisation et l'essentialisation.

En premier lieu, notre recherche fait suite aux insuffisances de la littérature dite classique. En effet, celle-ci montre le terrorisme comme un objet à rationalité scientifique. Le discours sur le terrorisme est désincarné de son contexte sociopolitique et se base sur des sources secondaires. De ce fait, un regard sur le terrorisme comme une « construction sociale et métaphorique » permet d'historiciser la notion pour connaître les représentations sociales et identitaires qui la fondent. Ainsi, le discours médiatique sur le terrorisme n'est pas neutre, c'est un discours qui construit l'opinion par la « symbolique sociale » en fixant « les cadres de références » et en délimitant « le nombre de définitions précises » (Beaud, 1984 : 292).

En deuxième lieu, les concepts mobilisés du terrorisme comme une construction discursive, de catégorisation sociale comme un procédé idéologico-discursif, et de la théorie de « cadrage » ont mis en évidence les rapports sociaux de domination qui construisent le discours médiatique sur le terrorisme.

Enfin, notre cadre méthodologique, basé sur une approche qualitative, s'est fortement inspiré de l'analyse de discours et surtout de l'analyse critique de discours. Pour la collecte de données, notre approche s'est servie d'Eureka et de ProQuest pour sélectionner les articles de

journaux pertinents selon un cadre temporel divisé en tranches thématiques. De ce fait, l'analyse critique de discours permet de comprendre l'idéologie du traitement journalistique et de mieux déconstruire ce discours.

4.2 RETOUR SUR LES QUESTIONS ET AXES DE RECHERCHE

Nous avons formulé deux grandes questions de recherche dans ce mémoire : a) comment les discours médiatiques sur le terrorisme participent-ils à la catégorisation sociale des personnes de culture musulmane ? b) que véhiculent les discours des médias sur les personnes musulmanes ?

À la lumière des résultats du chapitre III, nous pouvons dire que nos arguments de recherche sont vérifiés. En effet, nous avons constaté que les mécanismes discursifs comme le processus d'altérité, l'homogénéisation, l'essentialisation et la stigmatisation sont davantage employés.

Les articles des journaux étudiés participent à maintenir l'ordre et la domination symbolique d'un groupe social, « l'Occident », sur un autre, « l'Orient ». Ils n'agissent pas simplement en accentuant la visibilité de ces représentations ritualisées, mais créent aussi ces représentations.

4.3 LIMITES DE L'ANALYSE

Du fait du choix restreint de deux journaux, notre recherche ne peut pas soutenir que le discours de ces journaux soit représentatif de celui des autres journaux canadien et québécois ; elle cherchait plutôt à apprécier un discours sur la « catégorisation sociale ». Nous rappelons que la recherche qualitative vise surtout à interpréter de façon unique des événements (Creswell,

1994 : 158-159), plutôt que de généraliser des résultats (Padgett, 1998). De plus, nos résultats peuvent faire l'objet d'autres interprétations (Creswell, 1994).

En outre, malgré les mesures prises pour valider la codification, la méthode d'analyse comporte toujours le risque d'omettre des éléments importants ou pertinents, en plus de laisser entendre un certain degré de subjectivité (Mayer et Deslauriers, 2000).

La limite temporelle ne permet pas de parler de la totalité du phénomène terroriste au Canada. Toutefois, nous pouvons affirmer que notre recherche permettra d'apprécier l'évolution du discours médiatique sur le terrorisme selon deux grandes dates charnières du terrorisme, 2001 et 2005, sans pour autant rendre compte de cette évolution de manière très étendue.

4.4 PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Comme perspectives, l'on pourrait suggérer une étude qui prenne en compte un éventail plus large de journaux canadiens afin d'analyser le discours sur le terrorisme. Aussi, une étude comparative entre des journaux canadiens, américains et/ou français sur l'évolution du discours sur le terrorisme permettrait de déterminer si le contexte politico-géographique joue un rôle sur le regard porté envers le terrorisme. De plus, cette analyse permettrait de voir s'il y a une continuité dans le traitement médiatique du terrorisme selon les pays.

En outre, il serait novateur de travailler sur le discours relatif au terrorisme chez les journaux occidentaux et ceux des pays arabo-musulmans, pour étudier davantage la notion d'« identité » et de « construction » au cœur de l'analyse définitionnelle de l'agent terroriste.

Enfin, il serait tout aussi pertinent de travailler sur des cadres temporels autres que ceux mentionnés dans notre recherche. On pourrait faire une analyse « émique » pour étudier les parcours de vie, les perceptions des personnes musulmanes sur le phénomène du terrorisme, ainsi

que celles du « sentiment antimusulman ». Il serait également pertinent d'élargir la compréhension du terrorisme comme un concept réellement « généré ».

BIBLIOGRAPHIE

- Anandam P. Kavoori, Todd Fraley (2006) *Media, Terrorism, and Theory*. Lanham, MD and Oxford: Rowman and Littlefield, 208 p.
- Altheide, David L (2009), *Terror post-9/11 and the media*, Peter Lang Publishing, 214 p.
- Chaliand, Gérard; Blin, Arnaud (2006), *Histoire du terrorisme; de l'antiquité à Al-Qaida*, Bayard, Paris, pp.113-117.
- Bourdieu, Pierre (1996), « Sur la télévision, suivi de l'Emprise du journalisme », 1996, pp.15-19.
- Cristina Archetti (2012), *Understanding Terrorism in the Age of Global Media*. Retrieved from <http://www.palgraveconnect.com>, pp. 134-270.
- Del Valle, Alexandre (2002), *Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties*, Édition des Syrtres, pp. 60-82.
- Denise Helly (2004), « Are Muslims Discriminated Against in Canada since September 2001? », *Canadian Ethnic Studies*, 36, No. 1 (2004), pp. 31-38.
- Farmer, Brian (2011), "Radical Islam in the Western", McFarland & Company, pp. 49-72.
- Gochard-Radenkovi, Aline, Muji, A. Dunya (2010), "Entre medias et médiations : les "mises en scène" du rapport à l'altérité", l'Harmattan, pp. 37-78.
- Gottschalk, P. et Greenberg, G. (2008). *Islamophobia. Making Muslims the Enemy*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 181p.
- Kampf, Z. (2014), « News-Media and Terrorism: Changing Relationship, Changing Definitions », *Sociology Compass*, vol.8: pp. 1-9.
- Kassam, Karim-Aly, *Understanding Terror: Perspectives for Canadians*, University of Calgary Press, pp. 153-163.
- Karim H. K (2003), "The Islamic Peril: Media and Global Violence", Montreal: Black Rose Books.
- Labelle, M. (2006). « Racisme et multiculturalisme/interculturalisme au Canada et au Québec », dans M.-H. Parizeau et S. Kash (dir.), *Néoracisme et dérives génétiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 85-11.
- Lewis, Bernard (2003), *L'islam en crise*, Gallimard, pp. 55-151.
- Potvin, M. et al. (2008). Les médias écrits et les accommodements raisonnables. L'invention d'un débat, Montréal, Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, janvier, 231p.
- Tavernier, Aurélie (2001), *Terrorisme, Médias et Démocratie*, Études de communication [En ligne].

Wieviorka, Michael (1995), *The arena of racism*, Sage, pp. 12.

Zia, Hussan Khan (2005), "Muslims and the West: A Muslim perspective", pp.221-244.

Articles théoriques

Sur l'ethnicité/la catégorisation

Balibar, E. (2006). « Différence, altérité, exclusion : trois catégories anthropologiques pour théoriser le racisme », dans M.-H. Parizeau et S. Kash (dir.), *Néoracisme et dérives génétiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 27-46.

Barth Frederik, « Les groupes ethniques et leurs frontières » in Ph. Poutignat et J. Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, pp. 205-250.

Hall, Stuart (1996), « New- ethnicities », dans David Morley (dir.), *Stuart Hall: Critical Dialogues in Cultural Studies*, New York: Routledge, pp.441-449.

Juteau, Danielle (1999), *L'ethnicité et ses frontières*. Montréal : PUM, 218.

Martiniello, Marco et Patrick Simon (2005). « Les enjeux de la catégorisation », *Revue européenne des Migrations internationales*, 21(2), pp. 7-18.

Morey, P. et Yaqin, A. (2011). *Framing Muslims. Stereotyping and Representation after 9/11*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 246p.

PIETRANTONIO, Linda (2005), « Égalité et norme. Pour une analyse du majoritaire social », *Mots. Les langages du politique*, n°78, pp.117-127.

Jenkins, Richard (1994). « Rethinking ethnicity: identity, categorization and power », *Ethnic and Racial Studies*, 17(2), pp. 197-223.

Sales-Wuillemin, Edith (2006), « La catégorisation et les stéréotypes en psychologie sociale », Dunod, pp.1-44

Stefano, Allievi (2005), « How the Immigrant has Become Muslim », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n° 2, pp. 135-163.

Sur le terrorisme

Bankoff, G. (2003), « Regions of Risk: Western Discourses on Terrorism and the Significance of Islam », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 26, n.6, pp. 413-428.

Barnett, Brooke; Reynolds, Amy (2009), "Terrorism and the press: An uneasy relationship". Peter Lang publishing, pp. 13-60.

Bhatia, M. V (2005), « Fighting words: naming terrorists, bandits, rebels and other violent actors », *Third World Quarterly*, vol. 26, no. 1, pp. 5-22.

Hoffman, Bruce (2006), "Inside Terrorisme", New York: Columbia University Press.

Jeroen, Gunning (2007) « A case for critical terrorism studies », *Government and opposition*, vol.42, no.3, pp. 363–393.

Spencer, A (2012). « The social construction of terrorism: Media, metaphors and policy implications », *Journal of International Relations and Development*, 15(3), pp. 393-419.

Jackson, Richard (2007), « The core commitments of critical terrorism studies », *European Political Science*. 6, pp. 244–251

Sommier Isabelle [2000], *Le Terrorisme*, Flammarion, pp. 63 79.

Walter Laqueur. *The New Terrorism and the Weapons of Mass Destruction*, Oxford University Press, 1999, p. 128-231.

Amin, Qasim (2000). « The liberation of women: The new Woman », *The American University in Cairo Press*, pp. 1-76.

Creswell, John W. (1994). “A qualitative procedure”. In *research Design. Qualitative Approaches*. (Chapitre 9: pp. 1430170). É-U. : SAGE.

Deltombe, Thomas (2007). *L’islam imaginaire*. Éditions La Découverte. 382 p.

ElHajji, Mohammed, « Le culte de la culture: évolution, révolution et régression », In *Le concept de culture : comprendre et maîtriser ses détournements et manipulations*. Paris. L’Harmattan, 2013.

Entman, R.M. (1993), “Framing: Toward clarification of a fractured paradigm”. *Journal of communication*, 43(4), 51-58.

Friedland, L.A et Mengbai, Z. (1996). International television coverage of Beijing Spring 1989: A comparative approach. *Journalism & Mass communication Monographs*, 156, 1-60.

Hanson, E.C. (1995), “Framing the world news: The Times of India in changing times”. *Political Communication*, 12, 371-393.

Hall, Stuart. (Ed.). (1997). *Representation: Cultural representations and Signifying Practices*. London : SAGE publications.

Helly, D. (2011). « Les multiples visages de l’islamophobie au Canada », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 5, p. 99-106.

Jackson, Richard; Jarvis, Lee; Gunning, Jeroen; Smyth, Marie Breen (2011), « Terrorism: A critical introduction ». Palgrave macmillan. Pp.50-71.

Mayer, Robert et Deslauriers, Jean-Pierre (2000, « Quelques éléments d’analyse qualitative ». Dans Robert Mayer et al. *Méthodes de recherche en intervention sociale*. (Chapitre 7 : pp. 159-189). Montréal, Paris :

Gaetan Morin Éditeur. McCombs, M., et Shaw, D. (1993). The evolution of agenda-setting research: twenty-five years in the marketplace of ideas. *Journal of communication*, 43, 58-67.

Nacos, Brigitte (2007); "Mass mediated Terrorism; The central role of media in Terrorism and Counterterrorism", Rowman & Littlefield.

Padgett, Deborah (1998), "Rigor and relevance in qualitative research". In *Qualitative Methods in Social Work Research*. (Chapter 8: pp. 88-103). Thousands Oaks, Ca. SAGE, p. 178.

Pan, Z; Kosicki, G.M. (1993). "Frame analysis: An approach to news discourse". *Political communication*, 10, 55-75.

Plein, L (1994). "Agenda setting, problem definition and policy studies". *Policy Studies Journal*, 22, 4, 701- 704.

Articles sur la méthodologie

Calthas-Coulthard, C. R. (2003). « Cross-Cultural Representation of 'Otherness' in Media Discourse », dans G. Weiss et R. Wodak (dir.), *Critical Discourse Analysis. Theory and Interdisciplinarity*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 272-296.

Blommaert, Jan; Bulcaen, Chris (2000). « Critical Discourse Analysis », *Annu. Rev. Anthropol.*, vol. 29, pp. 447-466.

Fairclough, Norman (2012). « Critical Discourse Analysis », pp. 1-27.

Neveu, É. (2001, 2013). *Sociologie du journalisme*, 4e édition, Paris, La Découverte, 128p.

Paillé, P (1996). « De l'analyse qualitative en général et de l'analyse thématique en particulier », *Revue de l'association pour la recherche qualitative*, vol. 15, pp. 179-194.

van Dijk, T. A. (1991). *Racism and the Press*, Londres et New York, Routledge, 276p.

van Dijk, T. A. (2001). « Critical Discourse Analysis », dans D. Tannen, D. Schiffrin et H. Hamilton (dir.), *Handbook of Discourse Analysis*, Oxford, Blackwell, p. 352-371.

van Dijk, T. A. (2009).« Critical Discourse Studies: A Sociocognitive Approach », dans R. Wodak et M. Meyer (dir.), *Methods of Critical Discourse Analysis*, 2e édition, Londres, Sage, p. 62-86.

Wodak, R. et Meyer, M. (2009). « Critical Discourse Analysis: History, Agenda, Theory and Methodology », dans R. Wodak et M. Meyer (dir.), *Methods of Critical Discourse Analysis*, 2e édition, Londres, Sage, p. 1-33.

Articles de journaux

THE GLOBE AND MAIL (2001-2005)

Stackhouse, John (2001). "A day of infamy", *The Globe and Mail*, 12 septembre, p. 1.

Stackhouse, John (2001). "Bush girds for battle", *The Globe and Mail*, 13 septembre, p. 1.

Stackhouse, John (2001). "Bush zeroes in on target", *The Globe and Mail*, 14 septembre, p. 1.

Ibbitson, John (2001). "The world mourns", *The Globe and Mail*, 15 septembre, p. 1.

Global and Mail, The (2001). "When counterattacking, restraint is the byword", *The Globe and Mail*, 17 septembre, p. 18.

Brethour, Patrick (2001). "Rough revival on Wall St.", *The Globe and Mail*, 18 septembre, p. 1.

Global and Mail, The (2005). "Attack on London", *The Globe and Mail*, 8 juillet, p. 1.

Global and Mail, The (2005). "Terrorism in London, people's resolve", *The Globe and Mail*, 8 juillet, p. 18.

Saunders, Doug (2005). "Amid the wreckage, Britain seeks answers", *The Globe and Mail*, 9 juillet, p. 1.

Global and Mail, The (2005). "What the G8 leaders were able to achieve", *The Globe and Mail*, 9 juillet, p. 18.

Saunders, Doug (2005). "Britain on alert for attack", *The Globe and Mail*, 11 juillet, p. 1.

Saunders, Doug (2005). "Rescuers faces grisly search for corpses still in tunnel", *The Globe and Mail*, 11 juillet, p. 5.

Global and Mail, The (2005). "Radical Islam found fertile soil is in Britain", *The Globe and Mail*, 11 juillet, p. 6.

Global and Mail, The (2005). "Security minister warms Canada to stand on guard", *The Globe and Mail*, 12 juillet, p. 1.

Global and Mail, The (2005). "JTF12 to hunt al-Qaeda", *The Globe and Mail*, 15 juillet, p. 1.

Global and Mail, The (2005). "Jamaica's despair is a fertile soil for Islam", *The Globe and Mail*, 15 juillet, p. 11.

LA PRESSE CANADIENNE (2001-2005)

La Presse canadienne (2001). « Le Congrès juif européen appelle «tous les partis et syndicats européens» à manifester contre le terrorisme... », *La presse canadienne*, 11 septembre 2001.

La Presse canadienne (2001). « Les dirigeants du monde entier réagissent avec horreur aux attentats aux Etats-Unis... », *La presse canadienne*, 11 septembre 2001.

La Presse canadienne (2001). « L'Afghanistan se prépare aux représailles américaines... », *La presse canadienne*, 14 septembre 2001.

La Presse canadienne (2001). « Les talibans menacent de représailles tout pays qui aiderait les États-Unis... », *La presse canadienne*, 14 septembre 2001.

La Presse canadienne (2001). « Des théologiens musulmans débattent de la légitimité des attentats-suicide... », *La presse canadienne*, 17 septembre 2001.

La Presse canadienne (2001). « Jacques Chirac et George W. Bush affichent des divergences sur la riposte... », *La presse canadienne*, 18 septembre 2001.

La Presse canadienne (2001). « Les États-Unis ne négocieront pas avec les talibans... », *La presse canadienne*, 19 septembre 2001.

La Presse canadienne (2005). « Condamnation unanime après les attentats de Londres », *La presse canadienne*, 7 juillet 2005.

La Presse canadienne (2005). « Le terrorisme frappe au cœur de Londres », *La presse canadienne*, 7 juillet 2005.

La Presse canadienne (2005). « Tony Blair estime qu'il est crucial de s'attaquer aux "racines profondes" du terrorisme », *La presse canadienne*, 9 juillet 2005.

La Presse canadienne (2005). « Les terroristes algériens se sont reconvertis dans le grand banditisme », *La presse canadienne*, 9 juillet 2005.

La Presse canadienne (2005). « Les Canadiens ne sont pas assez préparés au terrorisme, dit Anne McLellan », *La presse canadienne*, 11 juillet 2005.

La Presse canadienne (2005). « Procès du meurtrier de Theo Van Gogh: le suspect avoue son crime », *La presse canadienne*, 12 juillet 2005.

La Presse canadienne (2005). « Tony Blair annonce des mesures pour lutter contre l'extrémisme religieux », *La presse canadienne*, 13 juillet 2005.

La Presse canadienne (2005). « Tout bon musulman doit condamner les attentats, estime le prince Charles », *La presse canadienne*, 14 juillet 2005.

La Presse canadienne (2005). « Le Pakistan et l'Égypte cherchent à identifier les organisateurs des attentats de Londres », *La presse canadienne*, 16 juillet 2005.

La Presse canadienne (2005). « Les terroristes représentent "l'idéologie du mal", selon Tony Blair », *La presse canadienne*, 16 juillet 2005.